



**CONGRES
NATIONAL
DE L'ANACR
LONS-LE-SAUNIER
5-6-7 OCTOBRE
2012**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1252-1253-1254- Spécial Congrès 2012

LA RESISTANCE ET L'ANACR EN DEUIL



Raymond AUBRAC
Membre du Comité d'honneur



Robert GALLEY
Membre du Comité d'honneur



Lucien VOLLE
Vice-président national



Monique JOUANLANNE
Membre du Bureau National

Demier des grands dirigeants de la Résistance, Raymond Aubrac nous a quittés, ainsi que Robert Galley, Compagnon de la Libération, tous deux membres du Comité d'honneur de l'ANACR, Lucien Volle, vice-président national et Monique Jouanlanne, membre du Bureau National. Nous leur rendons hommage page 2.

LA RAFLE DU VEL D'HIV



Il y a 70 ans, les 16 et 17 juillet 1942, près de 9 000 policiers parisiens procédaient à l'arrestation dans la capitale et en banlieue, à leur domicile et par familles entières (hommes femmes, enfants, vieillards, malades) de plus de 13 000 Juifs

apatrides ou étrangers, notamment des pays occupés par l'Allemagne et ses alliés (Autrichiens, polonais, tchèques, grecs, yougoslaves...) ou en guerre avec le Reich (URSS).

L'opération avait été planifiée les 2, 4 et 7 et 10 juillet lors de rencontres entre René Bousquet, secrétaire général de la Police nationale pétainiste, son adjoint, Jean Leguay, Louis Darquier de Pellepoix, Commissaire général aux questions juives, son adjoint Pierre Gallien, Hennequin, directeur de la Police municipale, avec les responsables de la Police allemande en France, le colonel SS Knochen et le capitaine SS Dannecker.

Au soir du 17 juillet, 13 152 personnes – sur les 22 000 visées – dont 4 115 enfants ont été arrêtées. Certaines sont

directement conduites vers le camp de Drancy, au nord-est de Paris, près de 7000 vont être internées jusqu'à cinq jours, dans des conditions atroces, sans nourriture et avec un seul point d'eau, au Velodrome d'Hiver de Paris, le Vel d'Hiv. Il y aura une centaine de suicides.

Les prisonniers seront ensuite dirigés principalement vers le camp de Drancy, et ceux de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande, dans le Loiret. Livrés aux nazis, ils seront déportés en août au camp d'extermination d'Auschwitz, dont ne revinrent qu'une vingtaine d'adultes ; aucun enfant ne survécut.

Le crime fut commis en France, sous la direction de Français collaborateurs des occupants nazis. Laval avait suggéré que l'on déporte les enfants avec les parents...

SOUTENIR L'ACTION DE L'ANACR

Association Nationale des
Anciens Combattants et Ami(e)s
de la Résistance (A.N.A.C.R.)

BON de SOUTIEN
- 2012 -

Conservez ce bon. Il peut vous faire attribuer un des nombreux cadeaux dont la répartition aura lieu par tirage au sort. La liste en sera publiée dans le numéro du 1^{er} trimestre 2013 du « Journal de la Résistance – France d'Abord »



**Donner à l'ANACR
les moyens
de vivre
et de lutter
pour les
idéaux de la
Résistance !**

Chaque année, l'effort financier fait par les adhérents et par les Amis de l'ANACR, en souscrivant les bons de soutien, en les diffusant autour d'eux, est une aide précieuse, irremplaçable pour notre Association, pour lui conserver les moyens financiers de son combat pour la mémoire et les valeurs de la Résistance, pour lutter contre les résurgences du fascisme.

Les talons des bons de soutien pourront être, accompagnés de leur règlement, renvoyés au siège national jusqu'au **31 décembre**.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Hommage aux disparus
- P. 3 : Editorial
- P. 4 : Henri Rol-Tanguy
- P. 5 : "Opération Jubilé"
- P. 6 : Les Résistants du Mont-Valérien
- P. 7 à 18 : Le Dossier du Congrès**
- P. 19 : La bête immonde
- P. 20 : La vie de l'Association
- P. 21-22 : Nos deuils
- P. 23 : Avis de Recherche
- P. 24 : Les livres

Raymond Aubrac

Né en 1914 dans une famille de commerçants aisés de Haute-Saône, Raymond Samuel, intégrera l'École des Ponts-et-Chaussées et y fera des études d'ingénieur. En août 1937, il part poursuivre ses études aux États-Unis au Massachussets Institute of Technology.

Revenu en France, mobilisé comme officier du génie, il est envoyé sur la ligne Maginot à l'hiver 1939-1940. Ayant rencontré à Strasbourg Lucie Bernard, il l'épouse le 14 décembre 1939. Fait prisonnier le 21 juin 1940, il réussit à s'évader avec l'aide de sa femme avec laquelle il passe en Zone Sud.

Travaillant comme ingénieur, Raymond Samuel – qui va prendre le pseudonyme clandestin de «Aubrac» - va participer avec Lucie à la fondation et à l'organisation de Libération-sud, dont le chef va être Emmanuel d'Astier de la Vigerie. A l'été 1942, Raymond Aubrac va se voir confier la direction de la branche militaire de Libé-sud.

Arrêté à Lyon le 15 mars 1943 avec plusieurs responsables de l'Armée Secrète, il est mis en liberté provisoire le 15 mai, ses camarades recouvrant la liberté dans une opération qu'il monte avec Lucie.

Il sera arrêté à nouveau le 21 juin 1943, avec Jean Moulin à Caluire, et emprisonné au Fort Montluc. Il s'évadera lors d'un transfert à l'École de santé militaire, grâce à une opération à nouveau mise sur pied par Lucie.

En juin 1941, avec Lucie et leur jeune enfant, il gagne Londres depuis le terrain Orion du Jura, avant de partir pour Alger où il va siéger un temps à l'Assemblée Consultative Provisoire, avant de s'engager comme parachutiste dans l'Armée.

A la Libération, il est nommé Commissaire de la République à Marseille pour la Région provençale, où parallèlement aux problèmes de l'épuration il est confronté aux graves problèmes économiques et sociaux d'une région dévastée, s'appuyant sur la CGT et 15 entreprises mises en cogestion pour relancer l'activité.

Démis en janvier 1945 de cette responsabilité, il est nommé ensuite responsable du Service national de déminage. Par la suite, il cofondera un Bureau d'études, sera conseiller du gouvernement marocain, directeur de la F.A.O... Ami de Ho-Chi-Minh, il facilitera les contacts avec le Vietnam.

A sa retraite, avec son épouse Lucie, il se consacrera à la transmission de la mémoire des combats et des valeurs de la Résistance

Membre du Comité d'Honneur national de l'ANACR depuis son congrès de Marseille en 2008, il était Grand'Croix de la Légion d'Honneur.

Robert Galley

Né en janvier 1921 Robert Galley fait ses études au lycée Parisien Louis-le-Grand et au lycée Hoche de Versailles. Fin juin 1940, âgé de 19 ans et demi, déguisé en soldat polonais, il rejoint l'Angleterre depuis Saint-Jean-de-Luz à bord du navire *Sobieski*. Le 1^{er} juillet, il s'engage à Londres dans les Forces Françaises Libres.

Il fera partie de l'expédition de Dakar en septembre 1940 puis participera à des opérations au Gabon, en octobre, à la campagne de Syrie en juin 1941 ; à son issue, il intègre le peloton des élèves-officiers de Damas d'où il sort aspirant de l'Arme blindée en novembre. En avril 1942, il effectue un stage à l'École britannique des chars du Caire ; sa compagnie, constituée en colonnes volantes, part en juillet 1942 pour le front de la bataille d'El Alamein. Chef de section de chars, il participe à la campagne de Tripolitaine puis de Tunisie.

Mis en mars 1943 en appui des troupes du général Leclerc, il combat avec la 1^{re} D.F.L. comme chasseur de 2^e classe, puis, jusqu'en 1945, au sein du 501^e régiment de chars de combat, dans les rangs de la 2^e D.B. du général Leclerc, dont il épousera plus tard une des filles Débarqué le 3 août 1944 en France, il participe à la bataille de Normandie, à la libération de Paris et de sa banlieue, aux batailles de Lorraine et d'Alsace jusqu'en février 1945, en se distinguant aux prises d'Ancelet, Baccarat, Strasbourg et Herbsheim ; à la tête de la 1^{re} compagnie de chars, il participe à la campagne d'Allemagne jusqu'en mai 1945, allant jusqu'à Berchtesgaden.

Après la Guerre, ayant repris des études d'ingénieur, il exercera diverses fonctions dans les secteurs du Pétrole, de l'énergie atomique et de l'informatique. Engagé dans la politique, il sera maire de Troyes de 1972 à 1995, député UNR puis RPR de l'Aube de 1968 à 2002, plusieurs fois ministre de 1968 à 1981

Fait compagnon de la Libération par décret du 24 mars 1945, il était membre du Comité d'honneur national de l'ANACR depuis 1992.

Lucien Volle

Disparu à 90 ans le 4 août dernier, Lucien Volle, en novembre 1942, alors jeune ouvrier imprimeur, libéré des «Chantiers de Jeunesse» refuse la perspective de partir au STO et, ayant pris contact avec la Résistance de la Région du Puy-en-Velay, passera à la clandestinité et rejoindra l'un des tout premiers maquis de Haute-Loire, celui formé au pied du Pic de Lizieux. Ses camarades le désigneront comme chef. Le maquis du Lizieux, dissous le 16 novembre 1943, Lucien sera chargé de constituer le «Groupe franc» des M.U.R. C'est ce Groupe franc, commandé par «Lulu», qui assurera dans la nuit du 22 au 23 décembre la protection du sauvetage au Puy-en-Velay de la statue de Lafayette promise à la fonte par l'occupant.

Concentré dans la région de Rossignol, le maquis commandé par Lucien Volle, attaqué le 7 juin 1942, se repliera vers Saugues et sera à nouveau attaqué le 10 juin, parallèlement au Mont-Mouchet. Lucien Volle réussira à regrouper le 4 juillet une centaine d'hommes – le Groupe Lafayette – qui mènera tout l'été des actions, dont la plus spectaculaire fut le 16 août, la libération de 59 détenus de la Prison du Puy, dont 24 Résistants. Trois jours plus tard, le Puy sera libéré le 19 août par l'action du Groupe Lafayette.

La Libération intervenue, Lucien Volle, promu capitaine, va continuer le combat à la tête de 200 volontaires FFI de la Demi-brigade puis Régiment d'Auvergne, qui fusionnera avec le 152^e R.I. de la 1^{re} Armée, avec lequel il combattra sur le front d'Alsace jusqu'à la mi-décembre 1944. Lucien Volle, restera dans l'Armée.

Rendu à la vie civile, il reprendra une activité de journaliste apportant son concours à France d'Abord, le journal de l'ANACR dont à sa création en 1952 Lucien Volle mettra en place le comité départemental de Haute-Loire, qu'il présidera jusqu'à son dernier souffle. Membre du Conseil national dès 1956, il sera élu à son Bureau national en 1968 et Vice-président national en 2004

Président d'honneur et délégué de l'Amicale du Groupe Lafayette, il était depuis 25 ans Président départemental du comité du CNRD, Vice-président de l'UDAC-UFAC, membre de la direction du CODURA, du C.A. de l'ODAC, membre des Commissions départementale et nationale de la carte de CVR, depuis 1997 de la Commission Nationale Consultative de la Résistance.

Il était Chevalier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1939-45 avec palme et étoile d'argent, Médaille de la Résistance, titulaire des Croix de C.V.R., du Combattant 1939-45, du Combattant Volontaire 1939-45, de la Médaille des réfractaires au STO. Et Officier des Palmes académiques.

Monique Jouanlanne

Emportée par la maladie à l'âge de 81 ans, Monique Jouanlanne s'engagea très tôt dans la transmission de la mémoire des combats de la Résistance et des valeurs dont elle était porteuse. «*Son but - rappelle Jean Bathias lors de ses obsèques le 14 mai 2012 - était de défendre l'esprit de la Résistance et ses idéaux de progrès social, de combattre le fascisme et le négationnisme, dans le respect de la vérité historique. Elle a ainsi mis sa vocation d'enseignante au service de la jeunesse, transmettant encore ses valeurs de justice, de fraternité et de solidarité.*

Monique Jouanlanne a eu d'importantes responsabilités au sein de l'ANACR : elle devint membre du Conseil national en 1996 puis fut élue au bureau national en 1998 au congrès de Chambéry, elle y est restée jusqu'à sa disparition. Fondatrice du Groupe départemental d'Ami(e)s de la Résistance du Rhône, elle le présida, et fut membre de la Direction Nationale de l'Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance tant que celle-ci exista.

Co-présidente du Comité départemental ANACR du Rhône, elle présidait depuis quatre ans son comité de Vénissieux, Saint-Fons, Corbas et Feyzin.

POUR SUIVRE LA MISSION DE L'ANACR

Pendant trois jours, du 4 au 7 octobre 2012, plusieurs centaines de délégués des comités départementaux de l'ANACR, ainsi que nombre de ses adhérents désireux d'assister à ses travaux, se réuniront à Lons-le-Saunier pour son Congrès national bisannuel. Moment incontournable de la vie de toute Association démocratique, le Congrès prend, pour ce qui est de l'ANACR - mais aussi au-delà d'elle - une importance particulière, car notre Association n'existe pas pour elle-même mais pour remplir une mission. C'est elle qui devra être au cœur des travaux du Congrès de Lons.

Formée à la Libération par des Résistantes et Résistants issus principalement de deux des plus importantes formations de la Résistance, le Front National de lutte pour la Libération et l'Indépendance de la France et les Francs-Tireurs et Partisans Français (FTPF), l'ANACR a défini sa forme toujours actuelle à son congrès tenu à Limoges en 1954, en s'ouvrant, au-delà de la diversité de leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, aux Résistantes et Résistants de tous les mouvements, réseaux, maquis, partis et réseaux désireux de préserver la mémoire de leurs combats et de les poursuivre. Ainsi, pendant un demi-siècle, par dizaines de milliers rassemblés dans l'ANACR, Résistantes et Résistants ont mené la lutte contre les menaces de guerre, le réarmement allemand faisant appel à d'anciens généraux nazis, les amnisties de collaborateurs et les poursuites dont furent victimes des Résistants, contre les résurgences du fascisme et les calomnies à l'égard de la Résistance, contre le négationnisme.

Plus de cinquante ans ont passé et les lois inexorables de la nature ont fait leur œuvre. Si l'ANACR reste - et de fort loin - la principale structure rassemblant des Résistant(e)s organisé(e)s, les rangs de ses adhérent(e)s Résistant(e)s se sont éclaircis, et toutes et tous ont atteint un âge dont les effets négatifs se font sentir chaque jour davantage sur leurs forces.

Et ce alors que la poursuite de leur combat s'avère plus que jamais nécessaire : le monde contemporain est celui des épurations ethniques, du racisme et de la xénophobie, celui de guerres d'agression, de massacres de populations civiles du fait d'attaques étrangères, d'organisations terroristes ou de leur propre gouvernement, celui de la résurgence du fascisme et du nazisme, dont les organisations retrouvent une audience grandissante, du négationnisme des crimes du fascisme qui s'accompagne de falsifications de ce que fut le combat de ceux qui s'opposèrent à lui.

Pour mener ce combat, l'ANACR est nécessaire. Pour pouvoir continuer à le faire, car sans eux c'eût été impossible, l'ANACR s'est, à son congrès tenu à Limoges en 2006, ouverte aux Ami(e)s de la Résistance, à qui revient aujourd'hui principalement la responsabilité d'en animer la vie et l'action, tant sur les plans local et départemental que national. Des Ami(e)s de la Résistance qui peuvent - au-delà de quelques réticences dues plus à la vanité personnelle qu'à la réflexion et au souci de l'avenir - compter sur l'appui de la très grande majorité des Résistants, heureux que, grâce à de plus jeunes qu'eux, soient pérennisées leurs valeurs et leurs luttes ; et l'Association pour les défendre et les mener, leur ANACR.

Faire vivre les valeurs de la Résistance, les espérances de la Résistance, poursuivre le combat antifasciste des Résistant(e)s, telle est la mission que doivent s'assigner les Ami(e)s de la Résistance, aujourd'hui avec l'appui des Résistants et demain après eux, une mission dont la nature et les buts sont potentiellement fédérateurs de nombre d'hommes et de femmes d'opinions les plus diverses que peut rassembler en son sein, pour la faire vivre, une Association démocratique, humaniste, patriotique et pluraliste.

En ayant le souci particulier des jeunes générations auxquelles il faudra en permanence transmettre une connaissance précise et authentique de ce que furent les combats, les sacrifices, les valeurs et les espérances des Résistants, ainsi que les enseignements de leur engagement. Ce qui donne tout son sens à la demande d'instauration d'une **Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai** dont, l'an prochain, le 70^e anniversaire de la création du CNR offre l'opportunité d'y faire droit.

Louis CORTOT
Président de l'ANACR
Compagnon de la Libération

DANS NOTRE AGENDA

CONGRÈS NATIONAL DE LONS-LE-SAUNIER

C'est pour notre Association le rendez-vous majeur de cette fin d'année. S'y retrouveront, du 5 au 7 octobre, nombre de celles et ceux qui sont les animateurs de l'ANACR et qui y apporteront leur expérience.

Les comptes-rendus des délégués nourriront les travaux des congrès départementaux et assemblées de remise des cartes du dernier trimestre 2012.

Le prochain n° du journal de La Résistance, qui paraîtra en fin d'année et rendra compte des travaux du congrès de Lons-le-Saunier, sera un numéro double à pagination renforcée, où l'on retrouvera les rubriques habituelles.

IL Y A DIX ANS DISPARAISAIT, HENRI ROL-TANGUY



Henri Rol-Tanguy avec le général Leclerc lors de la libération de Paris.

Le 8 septembre 2002, alors que l'ANACR préparait son congrès de Nevers, l'Association était endeuillée par l'annonce de la disparition d'Henri Rol-Tanguy. Entré au Conseil national en 1963 et l'an suivant au Bureau National, il en était devenu vice-président en 1978 et président en 1982.

Pour l'ANACR c'était une grande perte, ce l'était en premier lieu pour la France, car celui qui nous quittait avait joué un rôle majeur dans son histoire, en dirigeant en août 1944 l'insurrection libératrice de sa capitale, recueillant aux côtés du général Leclerc la capitulation du commandant nazi Von Choltitz.

Né en 1908 dans une famille de marins bretons, Henri Tanguy deviendra ouvrier métallurgiste dès l'âge de quatorze ans, adhère à la Confédération Générale du Travail Unitaire (CGTU), puis est tôlier en carrosserie chez Renault à Boulogne-Billancourt en 1925, année de son adhésion aux Jeunesses communistes ; un engagement qui sera celui de toute une vie. L'époque est à la répression politique et syndicale et il connaîtra les licenciements notamment pour faits de grève.

Après son service militaire en Algérie, il travaillera notamment comme tôlier-formeur, chaudronnier en cuivre, tuyauteur, soudeur chez Bréguet, dont il sera licencié en 1935... pour faits de grève.

AUX COTES DE LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE

Secrétaire du Syndicat des Métallurgistes de la Région parisienne, il va animer l'action de solidarité de la Fédération des Métaux avec la République espagnole confrontée à l'insurrection fasciste de Franco qu'appuient Hitler et Mussolini. En 1937, il rejoint en Espagne les Brigades internationales, dont il sera commissaire politique de la 3^e brigade «La Marseillaise». Blessé sur le front de l'Ebre le 18 juin 1938, il revient en France en novembre 1938, et se marie le 19 avril 1939 avec sa marraine de guerre, Cécile Le Bihan.

Mobilisé en août 1939 en Lorraine au 57^e RIC, il est transféré en mai 1940 au

28^e RIC Mixte sénégalais, et prend part aux combats du 5 au 24 juin 1940. Démobilisé le 18 août dans la Creuse, après avoir été cité à l'ordre du régiment, il regagne Paris, retrouve son épouse Cécile et reprend contact avec le Parti communiste clandestin, qui met en place des Comités populaires

Début octobre, alors que de nombreux militants communistes sont arrêtés, il entre en clandestinité et va participer à la mise en place de l'Organisation Spéciale du Parti Communiste (O.S.), chargée du ramassage des armes abandonnées lors de la débâcle, d'assurer la protection des manifestations, de préparer les conditions de la lutte armée. Il en a la responsabilité pour le secteur Sud de Paris et sa banlieue.

Chargé en août 1941 avec Raymond Losserand et Gaston Carré de l'organisation en Région parisienne des groupes armés qui seront la matrice des FTP formés en février 1942, dont il assume la fonction de responsable militaire. Pour des raisons de sécurité, il doit quitter l'Île-de-France pour la Région Poitou-Anjou, dont il devient le chef régional FTP.

Revenu en Région parisienne en mai 1943 pour y réorganiser avec Joseph Epstein (colonel Gilles) et Edouard Vallerand les FTP frappés par de nombreuses arrestations, il est d'août à septembre 1943 nommé représentant des FTP au Comité d'Action contre la Déportation (le C.A.D.), qui organise la lutte contre le départ au S.T.O.

CHEF DES FFI D'ÎLE-DE-FRANCE

Fin 1943, il est versé aux Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) en formation et entre à l'état-major de la Région P qui regroupe Paris et 11 départements limitrophes. En juin 1944, ayant pris le pseudonyme de «Rol» en hommage à Théo Rol, un brigadiste tombé en Espagne en 1938 lors de la Bataille de l'Ebre, il se voit confier, avec le grade de colonel, la direction de la Région P 1 (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise) des FFI, à laquelle il donne le nom d'Île-de-France.

C'est à ce poste qu'il prépare en liaison avec le COMAC du CNR et le Comité Parisien de Libération (CPL) le soulèvement de la capitale et de la Région que l'on pressent proche, le débarquement allié ayant eu lieu le 6 juin en Normandie. Après une dure bataille de près de deux mois, les lignes allemandes sont enfoncées et après la prise de Mans par les Américains le 9 août, de Falaise le 16 août, de Laigle le 22 août, la route de Paris est ouverte.

Paris où le 11 août, les cheminots sont entrés en grève, entament la grève. Le 15 août, Rol s'adresse "A la police parisienne,

à la Garde Républicaine, à la Gendarmerie, aux Gardes Mobiles, aux GMR et aux gardes de prisons" tandis que la CGT appelle à la grève générale. La grève des agents de police apporta un soutien armé à l'insurrection.



L'état-major de Rol lors de l'insurrection.

L'état-major FFI est installé en sous-sol place Denfert-Rochereau. le 17 août, l'état-major de la résistance parisienne appelle à la lutte générale, le 19 août répondant à l'«Appel aux barricades dactylographié par Cécile Rol-Tanguy, la capitale se couvre de barricades. Le 20 août, la préfecture de police où se rend Rol est prise.

Pendant dans les journées du 20 au 24 août, malgré une tentative de trêve à laquelle il s'opposera, les 9/10^e de la capitale sont libérés quand y entre la 2^e DB de Leclerc, auprès de qui Rol avait envoyé un émissaire, le commandant Gallois, pour que s'accélére sa marche vers la capitale.

Le 25 août, le colonel Rol reçoit et signe avec le Général Leclerc à la Gare Montparnasse l'acte de reddition sans condition du général Von Choltitz, commandant des forces allemandes du Grand Paris.

Paris libéré, Henri Rol-Tanguy s'engage dans la Première Armée française et, sous le commandement du Général de Lattre, il participe avec le Régiment de Fabien, le 15-1 à la campagne d'Allemagne qui le mène du Rhin jusqu'au Danube. Il sera nommé Commandant militaire de Coblenze et, en octobre 1945, il entrera définitivement dans l'armée. Le 18 juin 1945, il avait été décoré de la Croix de la Libération par le général de Gaulle.

Après divers commandements, il est affecté au cabinet militaire du ministre de la Défense de février 1946 à février 1947, avant d'être placé – à l'exception d'une brève période – sans affectation précise au dépôt des isolés de Versailles. Il partira à la retraite la retraite en 1962.

Se consacrant à la mémoire des combats des Brigadistes, il deviendra Président de l'Association des Volontaires en Espagne Républicaine (AVER), à celle des combats de la Résistance, il sera Président de l'ANACR. Il était Grand' Croix de la Légion d'Honneur.

19 AOÛT 1942 : L'OPERATION JUBILEE

L'une des conditions majeures de l'armistice signé le 22 juin 1940 à Rethondes aura été, au-delà même de la limite effective atteinte par l'offensive militaire allemande en direction du sud-ouest, le placement en zone occupée de l'ensemble du littoral français, depuis la frontière belge jusqu'à la frontière espagnole.

Les motivations stratégiques de cette clause de l'armistice de 1940 sont évidentes : le contrôle de la façade atlantique de la France s'inscrit dans celui de toute la façade de l'Europe continentale, depuis le Cap Nord norvégien – la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas et la Belgique sont aussi occupés par la Wehrmacht – jusqu'aux côtes de l'Espagne franquiste, alliée de fait de l'Allemagne hitlérienne. Et ce, dans une première phase, dans la perspective d'un débarquement allemand en Grande-Bretagne, et dans un deuxième temps afin de prévenir un débarquement allié dans un des pays occupés par l'Allemagne ; avec de plus la volonté d'entraver les liaisons clandestines entre les mouvements de Résistance des différents pays occupés avec leurs gouvernements en exil à Londres.

De plus, l'entrée en guerre des Etats-Unis le 7 décembre 1941 va renforcer la crainte des Allemands d'avoir à faire face à un débarquement sur les côtes européennes, et les conduire à entamer l'installation d'un puissant système de défense composé d'ouvrages fortifiés, de mines et d'obstacles disposés sur les rivages : ce sera le «Mur de l'Atlantique».

Depuis le 21 août 1941, l'URSS agressée par l'Allemagne est elle aussi en guerre et, bien qu'elle ait stoppé en décembre 1941 l'offensive allemande devant Moscou, une vaste partie de ses territoires occidentaux a été conquise par l'ennemi ; dont la pression militaire est constante, alors même que les pertes soviétiques en hommes, matériels militaires et potentiel économique sont énormes. Staline va demander aux Américains et Britanniques l'ouverture à l'Ouest de l'Europe d'un second front contraignant les Allemands à y envoyer des troupes prélevées sur le front russe. Alors que Churchill est porté à préparer un débarquement en Afrique du Nord, ou dans les Balkans depuis l'Egypte, Roosevelt est à l'écoute des demandes de Staline.

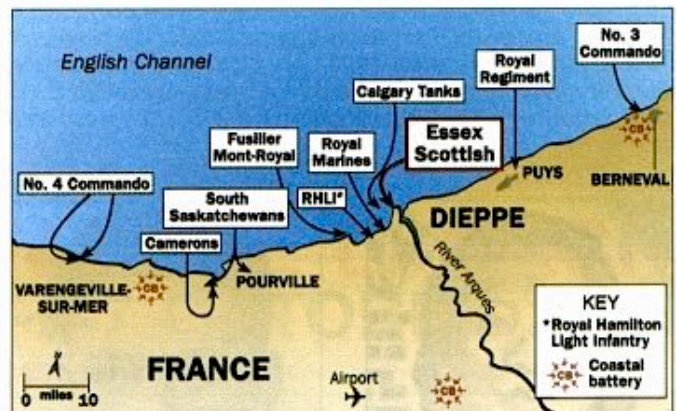
Cela va conduire, avec aussi le souci de tester les défenses côtières allemandes et la capacité de réaction de la Wehrmacht, à lancer une opération de caractère limité sur les côtes françaises, ce sera «l'opération Jubilee», un débarquement dans la zone du port de Dieppe.

Chars britanniques sur les plages près de Dieppe.



Primitivement baptisée «Rutter» et prévue pour le 8 juillet 1942, l'opération va, après son report pour mauvaises conditions atmosphériques et parce qu'une division de panzers retirée du front Est a été mise en repos à Amiens, être rebaptisée «Jubilee», le port de Dieppe et ses alentours étant avec la date du 19 août 1942 choisis pour la mener.

La force de débarquement va comprendre principalement des Canadiens, près de 5000 hommes de la 2^e division, épaulés



par un millier de Britanniques des Royal marines et des commandos, dont les 248 hommes du commando n° 4 commandés par Lord Lovat, que l'on retrouvera le 6 juin 1944 en Normandie.

DES FRANÇAIS AU COMBAT

A leurs côtés, 50 rangers du 1^{er} bataillon U.S. et une quinzaine de commandos français des FNFL de la 1^{re} compagnie de fusiliers-marins commandos, placés sous le commandement de Francis Vouch et intégrés au 10^e commando interallié ; ils seront débarqués face au casino de Dieppe et s'attaqueront aux batteries côtières allemandes, perdant un homme.

Cette participation française au débarquement de Dieppe ne sera pas la seule : 4 chasseurs de sous-marins des FNFL sont intégrés aux 237 bateaux ayant transporté la force d'invasion ou la protégeant. Et le groupe de chasse «Ile-de-France» des FAFL sera - avec 32 pilotes - parmi les 60 escadrilles de chasse et les 7 escadrilles de bombardiers qui assureront l'appui aérien du débarquement ; 5 pilotes français - dont le commandant François Fayolle - seront abattus.¹

Commencée le 19 août à 4h45, l'opération de débarquement, qui s'effectue sur des plages de galets surplombées de falaises, va se heurter à de puissantes défenses allemandes de canons à longue portée tirant sur les navires, à des bunkers bétonnés, à des nids de mitrailleuses et emplacements de mortiers tirant sur les troupes débarquées, à des réseaux de barbelés interdisant leur progression : le «Mur de l'Atlantique» devient réalité.

Quatre heures après le début des hostilités, il devient évident au commandement allié que les objectifs affichés de l'opération ne seront pas atteints. Cloués sur la plage de Berneval, les 120 hommes débarqués sont contraints de se rendre après 5 heures de combat faisant parmi eux de nombreux morts et blessés, à 8h30, réduit à quelques dizaines d'hommes, le « Royal regiment of Canada » fait de même à Pourville. A Dieppe, seule la moitié des 29 chars débarqués atteint la promenade sans pouvoir entrer dans la ville où seuls de petits détachements pénètrent avant de devoir rapidement refluer vers la plage.

A 11 heures, avec le nom de code «Vanquish», l'ordre d'évacuation est donné et le réembarquement effectué. L'opération va s'effectuer sous la protection des canons des destroyers britanniques et de la R.A.F. qui perdra plus d'une centaine d'appareils. A son issue, 1200 soldats alliés ont été tués, près de 3000 ont été blessés ou faits prisonniers.

Mais, échec militaire immédiat, l'opération Jubilee aura permis de tester le système de défense allemand, et conduira à chercher un site plus propice sur les côtes françaises. Ce seront les plages de sable de Normandie....

¹ Une vingtaine d'autres pilotes français sont intégrés dans des escadrilles britanniques.

LES RESISTANTS DU MEMORIAL DE LA FRANCE COMBATTANTE

La crypte du Mont-Valérien accueille quinze corps de combattants de la guerre de 1939-1945, symbolisant les différentes formes et moments des combats ; un seizième, représentant les combattants en Indochine contre le Japon, les a rejoints en 1952 ; en 1954, une urne contenant des cendres de déportés été déposée près d'eux. Un dernier caveau (n° 9) est réservé pour la dépouille du dernier Compagnon de la Libération. Ci-dessous, les quatre combattants de la Résistance intérieure qui y sont inhumés.

RENEE LEVY



Née en 1906, petite-fille d'Alfred Lévy, grand rabbin de France de 1907 à 1919, fille de professeurs de lettres d'Auxerre, Renée (Léa) Lévy, fera des études supérieures d'anglais puis de lettres, dont elle obtient l'agrégation en 1932. Elle professera les lettres aux lycées Fénelon de Lille, Victor-Duruy puis Victor-Hugo de Paris.

Contrainte de quitter son poste de professeur de grec et de latin suite à la promulgation du statut des Juifs leur interdisant la fonction publique, elle rejoint le réseau de résistance dit du Musée de l'Homme. Elle diffuse tracts et journaux, notamment le discours de Churchill du 21 octobre 1940 : « Rassemblez vos forces pour l'aube, car l'aube viendra », et le journal « Résistance ».

Ce réseau démantelé, elle rejoint alors le réseau Hector. A l'aide d'un poste émetteur de radio dissimulé chez elle, Renée envoie à Londres des informations sur le matériel et les mouvements des troupes allemandes.

Arrêtée par la Gestapo le 25 novembre 1941 puis incarcérée à la Santé, elle est transférée en Allemagne, le 11 février 1942, emprisonnée à Aix-la-Chapelle puis Essen. Comparaisant le 30 avril 1943 devant un tribunal nazi de Coblenz, condamnée à mort, elle est décapitée le 31 août 1943.

Inhumée au Mont-Valérien le 11 novembre 1945, citée à l'ordre de la nation en 1946, décorée de la Croix de guerre avec palmes, de la Médaille de la Résistance, elle est faite en 1955 Chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume. Elle repose dans le caveau n° 17.

RAYMOND ANNE



D'une famille communiste, habitant Ormesson près de Paris, jeune apprenti boucher dont la mère ainsi que plusieurs de ses frères et sœurs participèrent à la Résistance, et dont le père sera emprisonné de 1941 à la Libération dans les camps d'internement de Pithiviers, Aincourt et Voves, Raymond Anne, alors âgé de moins de 18 ans, s'engagea lui-même dès l'été 1940 dans l'action résistante, au sein des « Comités populaires » mis en place dans la Région parisienne par le Parti communiste et les syndicats clandestins.

Il participera à l'édition, transport et diffusion de tracts clandestins dans l'Est parisien, à des sabotages.

Dénoncé, incarcéré puis libéré, il rejoint Grenoble. Arrêté de nouveau, envoyé dans un camp de jeunesse, il s'en évade en juin 1942. Ayant rejoint le maquis du plateau de Gresse, il participe, (pseudonyme « Filochard ») à la fondation du groupe C12 sous les ordres du capitaine Hardy. Il est tué le 21 juillet 1944, près de Vassieux-en-Vercors lors de l'attaque des S.S.

Cité à titre posthume à l'ordre de la division, qui fait état « d'un cavalier (motocycliste, il faisait le lien entre autres entre les différents groupes) très courageux », il est Croix de Guerre 39/45 avec étoile d'argent, Médaillé de la Résistance.

Son corps, rapatrié à Paris, sera exposé sous l'Arc-de-Triomphe le 11 novembre 1945 avant d'être transféré au Mont-Valérien. Dans la crypte du Mémorial de la France combattante, symbole des combattants du maquis, il occupe le caveau n° 3.

ALFRED TOUNY



Né en 1886, fils du directeur de la police parisienne d'alors, il fait de études au Lycée Henri IV, puis entre en 1904 à Saint-Cyr dont il sort major de la promotion « Austerlitz ». Blessé par balle durant la Première Guerre mondiale, il est nommé capitaine en 1917 et fait chevalier de la Légion d'honneur à l'issue de la Guerre.

Ayant démissionné de l'Armée en 1920, il s'inscrit au Barreau qu'il quittera en 1923 pour l'industrie.

Lieutenant-colonel de réserve, il est rappelé en août 1939. Démobilisé en juillet 1940 à Tulle, il regagne Paris. Dès novembre 1940, refusant la défaite, il cherche des contacts et rencontre Jacques Arthuys, avec qui il fonde l'Organisation Civile et Militaire (OCM), dont il dirige le 2^e Bureau.

Après l'arrestation d'Arthuys en décembre 1941, il prend la tête de l'OCM, dont il développe la composante paramilitaire. En 1942, une liaison est établie avec la Confrérie Notre-Dame du colonel Rémy pour la transmission à Londres des renseignements recueillis par l'OCM.

Sous le nom de « Langlois », il participe au développement de l'Armée Secrète (A.S.) dont il sera en 1943 le chef en zone nord.

Arrêté par la Gestapo à son domicile parisien le 25 février 1944, il est transféré à la prison Saint-Nicaise d'Arras et fusillé dans les fossés de la citadelle fin avril 1944.

Officier de la Légion d'honneur, Croix de Guerre 14/18 et 39/45, Médaillé de la Résistance, Compagnon de la Libération, il est inhumé dans le caveau n° 10.

BERTY ALBRECHT



Née en 1893 dans une famille marseillaise protestante d'origine suisse, Berthe (Pauline, Mariette) Wild, après l'obtention d'un diplôme d'infirmière en 1911⁰ et un séjour à Londres, revient au début de la Première Guerre mondiale à Marseille où elle travaille dans plusieurs hôpitaux militaires.

En 1918, elle épouse le banquier néerlandais Frédéric Albrecht. S'en étant séparée, elle s'installe à Paris en 1931, se lie avec Victor Basch, président de la Ligue des droits de l'homme, et crée en 1933 une revue féministe, *Le Problème sexuel*.

En 1933, elle accueille des réfugiés allemands dans sa villa de Sainte-Maxime, *La Farigoulette*, fréquentée aussi par le capitaine Henri Frenay, de la droite nationaliste.

A partir de juillet 1940, elle participe avec Henri Frenay à la fondation du « Mouvement de Libération Nationale », assurant la publication du « Bulletin », puis celles de *Vérités*, des *Petites ailes de France* et enfin de *Combat*, le MLN ayant fusionné en septembre 1944 avec « Liberté » pour former le mouvement « Combat », dont elle assure le secrétariat général.

Arrêtée en avril 1942, condamnée à 6 mois de prison, elle est libérée par un commando de « Combat » le 23 décembre. Capturée par la Gestapo à Mâcon le 28 mai 1943, transférée le 31 mai à la prison de Fresnes, elle s'y suicide par pendaison le même jour. Son corps repose dans le caveau n° 5 au Mont Valérien.

Médaillée de la Résistance avec rosette, Croix de guerre, elle est Compagnon de la Libération.



CONGRES NATIONAL DE L'ANACR LONS-LE-SAUNIER, 5-6-7 OCTOBRE 2012

LE LIEU

Le Théâtre municipal de Lons-le-Saunier. S'y tiendront les séances plénières des vendredi et samedi après-midi, du dimanche matin. Le samedi matin, la Commission d'Orientation et des Droits se réunira dans la salle du Congrès, la Commission Transmission de la mémoire dans une salle attenante du Carrefour de la communication (Carcom), situé dans le même bâtiment. Les repas seront pris au Juraparc.

HORAIRES

Vendredi 5 octobre :

matin :

9 h - 13 h 30 : Accueil des délégués au Carcom

12 h - 13h 30 : Repas au Juraparc

après-midi :

14 h : Ouverture solennelle du Congrès au Théâtre

Formation du bureau du Congrès

Désignation des Présidences des Commissions

Hommage aux disparus. *Chant des Partisans*

14 h 15 : ACCUEIL DES PERSONNALITÉS

Ouverture des travaux par le Président de l'ANACR

Salutations de bienvenue de M. le Député-maire de Lons-le-Saunier

Salutations de M. le Président du Conseil général

Salutations de Mme la Présidente du Conseil régional

Salutations du Président départemental de l'ANACR

Salutations du Représentant de l'UFAC

15 h 15 : Lecture du rapport du Bureau national,

16 h 35 : Intervention au nom du Gouvernement

17 h 15 : Clôture, départ à la cérémonie du souvenir

18 h : Cérémonie patriotique au Monument de la Résistance

19 h : Réception au Carcom par M. le Député-maire

Samedi 6 octobre :

matin :

9 h - 11h 30 : Travaux des Commissions

12 h - 13h 30 : Repas au Juraparc

après-midi :

14h - 17 h : Séance plénière :

Introduction aux travaux, Débats, Rapport financier

Salutations des Invités du Congrès

Délégation au terrain Orion, lieu clandestin d'envol vers Londres

soir :

- 18 h : Réception au Conseil général par M. le Président

Dimanche 7 octobre :

9 h 15 : ouverture des travaux de la séance de clôture:

Rapports des commissions, vote des résolutions, élection des organes de direction

11 h 45 : Discours de clôture. *Chant des Partisans, Marseillaise*

12h 30 - 15h : Repas fraternel de Clôture au Juraparc

INDICATIONS PRATIQUES

HÉBERGEMENT

L'Office de Tourisme de Lons-le-Saunier a assuré jusqu'au 7 septembre les réservations de chambres. Depuis cette date, il n'y a, comme annoncé, aucune garantie de satisfaction pour les retardataires.

ACCUEIL

A partir du Jeudi 4 octobre à 14 h au samedi midi, point accueil ANACR en Gare de Lons-le-Saunier à l'arrivée des trains et cars en provenance de Bourg, Dole, Lyon. Des navettes de bus conduiront les congressistes à leurs hôtels, puis le vendredi des hôtels au lieu du Congrès. Les délégués arrivant entre 11h 30 et 14 h seront dirigés directement vers le lieu du Congrès. Un vestiaire permettra d'entreposer les bagages.

Arrivée en voiture : sortie n° 8 de l'autoroute A 39 puis D 678 jusqu'à Lons. Des Parkings sont situés à proximité du Théâtre municipal

TRANSPORTS

Les Hôtels et le Théâtre municipal seront reliés le matin et en fin d'après-midi par des navettes de bus du Congrès ; une navette reliera aux heures de repas le Théâtre municipal et le Juraparc, lieu des repas. Les horaires indiqués dans les hôtels et au Théâtre seront à respecter. Des bus conduiront les congressistes de la réception à l'Hôtel-de-ville le vendredi soir, et de la réception par le Conseil général le samedi soir aux hôtels.

RESTAURATION

Les vendredi et samedi midi les repas (20 €) – sur inscription et règlement préalables – seront pris au Juraparc

ENTRÉE AU CONGRÈS

Tous les participants – délégués, participants, accompagnants, invités – à la séance d'ouverture devront porter le badge obligatoire répondant aux exigences des services de sécurité et des assurances. Ce badge (5 €) sera réglé par les délégués et les accompagnants en même temps que leur participation aux frais d'organisation (de l'accueil, des bus, de la journée découverte, etc.) et que le coût du repas final, lors du retrait des dossiers des congressistes à leur arrivée. Les adhérents *non congressistes* assistant *seulement* à la séance d'ouverture du vendredi après-midi ne paient que le badge.

JOURNÉE TOURISTIQUE

Le samedi toute la journée. Réservée aux accompagnants et non aux congressistes, sur réservation préalable avant le congrès.

DÉPART DES CONGRESSISTES

Emmener les bagages des hôtels le matin avant de venir au Congrès. 1 Bus depuis le Congrès à 12 h 30 vers la Gare ; Bus vers la Gare depuis le Juraparc : départs de 14h 30 à 16h (trajet : 30 minutes)

FAIRE VIVRE LES ESPERANCES DE LA RESISTANCE

Ce rapport, qui sera présenté au Congrès de l'ANACR qui se tiendra à Lons-le-Sauvage du 5 au 7 octobre 2012 et soumis à la réflexion, a été adopté à l'unanimité par le Bureau National lors de sa réunion du 5 septembre 2012.

Il y a 67 ans, la capitulation sans condition de l'Allemagne nazie, signée le 7 mai 1945 à Reims et le 8 mai à Berlin, puis celle du Japon le 2 septembre suivant sur le cuirassé américain *Missouri* ancré en rade de Tokyo, mettaient un terme à la Seconde Guerre mondiale ; un conflit ayant fait près de 65 millions de victimes, dont plus de 42 millions de civils.

Principalement en Europe, dans le nord de l'Afrique, le Sud-est asiatique et le Pacifique occidental et central, des régions entières furent dévastées, des villes telles Rotterdam, Varsovie, Coventry, Stalingrad, Leningrad, Dresde, Hambourg, Berlin, Budapest furent détruites en quasi-totalité... Dans notre pays, Caen, Brest, Le Havre, Cherbourg, Saint-Malo, Rouen, Saint-Lô, Saint-Nazaire et de nombreuses autres cités furent couvertes de ruines. Et, au Japon, Hiroshima et Nagasaki auront été rasées par le feu nucléaire y faisant entre 150 et 200 000 victimes.

Ce tragique bilan du pire drame que l'humanité ait connu dans les temps modernes - et sans doute dans toute son histoire - est celui du fascisme italien, du militarisme japonais et du nazisme allemand qui, par leurs agressions entre 1930 et 1939, en Chine, en Ethiopie, en Autriche, en Albanie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Grèce, en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg, au Danemark, en Norvège, contre l'URSS et les Etats-Unis, conduisirent au second conflit mondial du XX^e siècle ; fascisme italien, militarisme japonais et nazisme allemand, idéologies monstrueuses aussi responsables de crimes génocidaires anéantissant des populations entières.

Les capitulations allemande et japonaise avaient été précédées par l'effondrement des régimes fascistes leur étant alliés. En premier lieu, en Europe, de celui de l'Italie mussolinienne, dont le dernier avatar, de facto protectorat allemand, la République Sociale Italienne (R.S.I.), tomba en avril 1945 sous les coups conjugués des partisans antifascistes italiens et des forces alliées. Ainsi disparurent les régimes de Horthy et des Croix fléchées en Hongrie, d'Antonescu et de la Garde de fer en Roumanie, de Tiso et de la Garde Hlinka en Slovaquie, d'Ante Pavelitch et des Oustachis en Croatie ; quant aux dirigeants des régimes collaborateurs des pays occupés, de celui de Nedic : en Serbie, à ceux de Tsolakoglu en Grèce ou de Pétain en France, ils accompagnèrent avec leurs hommes de main la retraite militaire nazie, se réfugiant dans le Reich jusqu'à sa capitulation ; tels Pétain, Laval, Déat et Darnand à Sigmaringen. Symbole de la trahison, son patronyme en devenant le nom commun, Quisling, qui avait pris en février 1942 la tête d'un pseudo-Gouvernement national norvégien, sera arrêté le 8 mai 1945 lors de la capitulation des troupes allemandes de Norvège.

Tous auront des comptes à rendre à leurs peuples mais aussi, pour ce qui est des principaux dirigeants nazis et de l'Empire nippon, devant l'humanité toute entière, lors des procès de Nuremberg, du 10 novembre 1945 au 1^{er} octobre 1946, et de Tokyo, du 3 mai 1946 au 6 avril 1948. D'autres procès - initiés par les Alliés - eurent lieu jusqu'en 1949 en Allemagne et en Extrême-Orient contre des responsables et hauts exécutants de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité.

Dans tous les pays ayant connu l'occupation et l'oppression, des collaborateurs vont avoir à payer leurs trahisons et leurs crimes : en France, Pétain - dont la peine sera commuée en détention à vie - est condamné à mort le 15 août 1945 ; Joseph Darnand, le chef de la sinistre Milice, l'est le 3 octobre 1945 et fusillé le 10 octobre, Laval, qui avait souhaité la victoire de l'Allemagne et ordonné la déportation des enfants juifs avec leurs parents, l'est aussi le 9 octobre 1945 et fusillé six jours plus tard...

Au sortir de la Guerre, les partis nazis et fascistes, autochtones ou collaborateurs, sont partout interdits. Quant à ceux qui en furent sur le plan politique les dirigeants et zéloteurs, qui les cautionnèrent d'une autorité intellectuelle, morale ou religieuse, qui, sur le plan économique et social, furent tout à la fois les soutiens et les profiteurs des régimes et administrations qu'ils mirent en place, s'ils réussirent à échapper à une légitime épuration, dont la rigueur diminuera au fur et à mesure que s'éloignera la fin de la guerre, ils se firent un temps des plus discrets, cherchant à se faire oublier. L'on a pu alors penser que «la bête immonde» avait été terrassée pour toujours.

Dans tous les pays ayant été victimes du nazisme et du fascisme, dont la libération fut tout à la fois l'œuvre des armées alliées - en premier lieu soviétique et américaine, britannique, française, chinoise, canadienne... - et celle des peuples qui les soutinrent et qui prirent directement part à la lutte contre l'ennemi commun, dans les rangs de ce qu'on appela la «Résistance» ou les «Partisans», l'aspiration à ne plus connaître à nouveau les horreurs de la barbarie fasciste, et à voir sanctionnés ceux qui les commirent, se conjuga avec celle à une société régénérée, solidaire, plus juste et plus démocratique.

ASPIRATION UNIVERSELLE A LA PAIX

Ce conflit, qui fit des dizaines de millions de morts, causa aussi des destructions immenses, de dizaines et dizaines de milliers d'installations routières, ferroviaires et portuaires, de moyens de transport, de bâtiments industriels et d'habitation. Leur reconstruction nécessitera des moyens considérables, dont le coût pèsera durablement sur le niveau de vie des populations.

A son lendemain, une autre aspiration est universellement partagée : celle de l'avènement d'un monde en paix et fraternel. Ce qui va nécessiter la mise en place d'un mécanisme de sécurité collective appelé à remplacer la Société des Nations, la SDN, dont la faillite est évidente car n'ayant pu empêcher les agressions japonaises, italiennes et allemandes de l'entre-deux guerres ni la Guerre mondiale.

Les fondements de l'Organisation des Nations Unies, l'O.N.U., avaient été établis durant la guerre, avec la «Déclaration des Nations Unies», signée le 1^{er} janvier 1942 par 26 nations en guerre contre les puissances de l'Axe ; puis par la Conférence de Téhéran, tenue du 28 novembre 1943 au 1^{er} décembre 1943 et lors de laquelle Churchill, Roosevelt et Staline s'engagèrent, au nom de leurs pays à créer dès que possible une organisation internationale capable de résoudre pacifiquement les conflits. Le 25 juin 1945, alors même que les hostilités sont arrêtées en Europe mais continuent en Extrême-Orient, les délégués de 50 Etats en guerre contre l'Axe, réunis depuis le 25 avril en conférence à San Francisco, adoptent la «Charte des Nations Unies», qui entrera en vigueur le 24 octobre 1945.

Pour échapper à l'impuissance de la SDN, la nouvelle ONU – dont le siège est fixé à New York – va être dotée d'un Conseil de sécurité de 15 membres ; dont 5 permanents ayant un droit de veto, qui sont les pays ayant supporté l'essentiel du poids de la lutte contre l'Allemagne et le Japon : les Etats-Unis, l'URSS, la Chine, la Grande-Bretagne et la France.

Un monde en paix dont les conflits ne se résoudraient plus par les armes mais par la négociation, telle était en effet l'aspiration des peuples au sortir de la Guerre. Elle se conjugua avec celle d'un monde plus juste, plus démocratique, plus solidaire entre les hommes et les peuples.

Aspirations que, publié en France dans la clandestinité le 15 mars 1944 par la Résistance intérieure, rassemblée depuis le 27 mai 1943 par Jean Moulin dans un Conseil National de la Résistance (CNR) dont nous célébrerons l'an prochain le 70^e anniversaire, le Programme du CNR «*Les jours heureux*» avait déjà exprimées dès avant la Libération ; et qui furent aussi celles de l'Assemblée Consultative Provisoire qui ouvrit ses travaux à Alger le 3 novembre 1943, et à laquelle participèrent des représentants de la Résistance intérieure

Aspirations qui se traduisirent dans la plupart des pays d'Europe libérés par la formation de gouvernements représentatifs de la Résistance antifasciste, prenant en compte la part prise par les couches populaires – en premier lieu la classe ouvrière – dans le combat libérateur ; pour la première fois des ministres communistes entrèrent dans les gouvernements de Norvège, de Finlande, de Belgique et du Luxembourg, d'Autriche, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie, de Bulgarie, de Hongrie, de Yougoslavie et d'Albanie, d'Italie et bien sûr de France.

UNE VICTOIRE RESTANT A PARACHEVER

La victoire sur les fascismes et le nazisme ne fut cependant pas aussi complète qu'il pouvait y paraître : Franco, venu au pouvoir en 1939 au terme d'une insurrection victorieuse contre la République espagnole grâce à l'aide militaire massive d'Hitler et Mussolini, qui fut leur allié en envoyant la division Azul combattre sur le front russe aux côtés de la Wehrmacht nazie, resta en place après la mort de ses deux mentors. Les guérilleros antifranquistes, souvent anciens de la Résistance française mais aussi des FFL, ne reçurent aucune

aide dans leur tentative de pénétrer en Espagne à travers les Pyrénées pour y mener le combat libérateur de leurs pays.

Tristement symbolique fut le sort de Cristino Garcia, ancien soldat de l'Armée républicaine espagnole, réfugié en France, combattant d'une unité de Guérilleros Espagnols de la Résistance, qui prit part à la libération du Gard et de l'Ardèche et qui, ayant voulu poursuivre le combat contre Franco sur le sol espagnol, y fut capturé le 15 octobre 1945, torturé, condamné à mort, et fusillé le 21 février 1946 avec 13 autres antifranquistes.

Au Portugal voisin, Salazar, qui avait été un soutien à la rébellion franquiste et qui, à l'annonce de la mort d'Hitler, avait envoyé à Berlin un télégramme de... condoléances, resta lui aussi au pouvoir, mettant en place le 22 octobre 1946 la sinistre police politique «Pide», qui sévira – sous un autre nom à partir de 1969 – jusqu'à la Révolution des œillets en 1974. En Extrême-Orient, l'empereur japonais Hiro-Hito, qui couvrit de son autorité la politique d'agression et de crimes de son pays, fut maintenu à la tête du pays, même s'il dut renoncer à son statut divin.

Bien qu'ayant fourni d'importants contingents aux troupes britanniques ou de la France Libre et libérée, sur les fronts d'Europe et d'Afrique, mené des luttes de partisans contre les Japonais en Birmanie, aux Philippines, en Malaisie et en Indochine, les peuples coloniaux furent les grands absents du processus de rétablissement ou d'établissement de la Liberté auquel ils avaient tant contribué et qui pour l'essentiel les ignore, les puissances coloniales cherchant à restaurer l'ordre ancien ; texte porteur de liberté s'il en fut, le Programme du CNR lui-même n'évoqua qu'une «extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales» et non leur émancipation nationale.

Or, si des dirigeants nationalistes comme le Mufti de Jérusalem Hadj Amine El Husseini ou l'Indien Subbash Chandra Bose, qui recrutèrent des volontaires pour la SS, choisirent le camp de l'Axe, d'autres plus lucides, démocrates et antifascistes, comme Gandhi en Inde ou Ho-Chi-Minh, qui entama la lutte armée antijaponaise en Indochine, soutinrent et participèrent même à la lutte contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon ; ce fut le cas notamment en Malaisie, Birmanie, Philippines...

Malgré cela, l'aspiration à la liberté de leurs peuples dont ils étaient porteurs reçut à plusieurs reprises des réponses sanglantes. Ainsi, pour ce qui est de notre pays, la répression par l'armée française des manifestations nationalistes de Sétif et Guelma en Algérie, le 8 mai 1945, le jour même de la victoire sur le nazisme en Europe, fit des milliers de morts. Elle avait été précédée par le massacre, le 1^{er} décembre 1944 au camp de Thiaroye, près de Dakar, de tirailleurs sénégalais récemment rapatriés de France, qui protestaient contre le dénuement dans lequel ils étaient maintenus depuis leur retour et réclamaient le paiement de leur solde. Ces tristes événements anticipèrent le déclenchement en décembre 1946 de la Guerre d'Indochine, née du refus de la France de reconnaître pleinement l'indépendance du Vietnam, la sanglante répression en 1947 du mouvement indépendantiste à Madagascar et en 1954 le début de la Guerre d'Algérie.

Pour autant, au-delà de ces réserves, l'écrasement des régimes fascistes et nazi eut des conséquences majeures, en premier lieu en écartant un péril mortel pour toute l'humanité, permettant d'instaurer ou restaurer la démocratie dans plusieurs pays, d'en élargir l'exercice là où elle avait existé.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DU CNR

En France, le Gouvernement Provisoire de la République française (GPRF) - présidé par le Général de Gaulle - s'est installé à Paris dès le 31 août 1944, intégrant en son sein des ministres issus de la Résistance, dont Georges Bidault, le successeur de Jean Moulin à la Présidence du CNR, qui devient ministre des Affaires étrangères. La fin 1944, l'année 1945, le combat pour vaincre le Reich et le Japon continuant jusque fin août, et l'année 1946 vont constituer une période faste pour la mise en œuvre de mesures et réformes découlant directement des mesures préconisées pour la France d'après-guerre par le Programme du Conseil National de la Résistance.

C'est en effet dès le 14 décembre 1944 qu'est décidée la nationalisation des ressources énergétiques essentielles pour le pays, avec la création des Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais qui donneront naissance à Charbonnages de France, le charbon étant alors la principale source d'énergie pour l'industrie et les familles.

Suivront le 16 janvier 1945 la nationalisation des usines Renault et la création de la Régie Nationale, le 22 février la mise en place des premiers Comités d'entreprises, le 4 et le 19 octobre les premières ordonnances étendant la Sécurité sociale à tous les salariés, avec la mise en place d'un système de retraite permettant d'y partir à 60 ans, à taux plein à 65, le 9 octobre la création de l'Ecole Nationale d'Administration, le 18 octobre celle du Commissariat à l'Energie atomique, le 17 octobre une première loi sur le fermage, le 2 décembre, la nationalisation de la Banque de France et des Grandes banques de Dépôt (Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque nationale du Commerce et de l'Industrie, et Comptoir National d'Escompte de Paris), le 21 décembre, la création du Commissariat général au Plan.

En 1946, alors que le Général de Gaulle, hostile à l'importance du rôle pris par les Partis politiques, a démissionné le 19 janvier et été remplacé à la tête du Gouvernement tripartite MRP (démocrate-chrétien) - socialistes - communistes par le socialiste Félix Gouin, auquel succédera fin juin le démocrate-chrétien Georges Bidault, d'autres mesures seront prises. 21 février : rétablissement de la loi des 40 heures hebdomadaires de travail, 8 avril : nationalisation du Gaz et de l'Electricité, ce qui donnera naissance à GDF et EDF, 14 avril : statut de métayage et du fermage, essentiel dans un pays à la population alors majoritairement agricole et rurale, 16 avril, loi sur les délégués du personnel, 25 avril : nationalisation des grandes compagnies d'assurance, 22 mai, loi Croizat étendant la Sécurité sociale à tous les Français, salariés ou non, 23 août : loi sur les allocations familiales, 11 octobre : loi fondatrice de la médecine du travail, 19 octobre : publication du statut

de la fonction publique, 23 décembre : loi sur les conventions collectives. En 1947, le 31 mars, loi mettant en place le salaire minimum...

L'ampleur de cet ensemble de mesures découlant du Programme du CNR et qui, pour nombre d'entre elles, ont fondé notre pacte social pérenne jusqu'à nos jours, fut rendu possible parce qu'elles répondaient à des aspirations de justice sociale largement partagées par la population française, en premier lieu par la classe ouvrière, dont le poids sociologique dans la population et le rôle premier joué dans la Résistance en font alors un acteur majeur de la vie nationale. Parce qu'elles répondaient aussi aux besoins de la société et de l'économie, confrontées aux nécessités de la reconstruction d'un pays dévasté, parce qu'aussi le rapport des forces politiques d'alors le permettait, tous les partis représentés aux Assemblées Consultative puis Constituant se référant au Programme du CNR.

De plus, les forces politiques et les couches sociales pouvant lui être hostiles sont à la Libération discréditées par leur adhésion au pétainisme et leur compromission dans la collaboration. Même si elles n'ont pas disparu, elles sont pour un temps mises hors-jeu et font le dos rond, en attendant des jours meilleurs : une opportunité qui leur sera bientôt offerte...

Alors que la guerre se poursuivait, une conférence rassemblant du 4 au 11 février 1945, à Yalta en Crimée, Staline, Churchill et Roosevelt, avait non seulement décidé du sort de l'Allemagne mais aussi définir des zones d'influence en Europe centrale, orientale et balkanique. De leur mise en place à la fin de la guerre, et de leur remise en cause presque immédiatement, naîtra la "Guerre froide", dont la guerre civile grecque sera une première manifestation.

LES RUPTURES DE LA GUERRE FROIDE

Cette «Guerre froide», qui s'installe à l'échelle mondiale entre deux «camps» animés par les Etats-Unis et l'URSS, va rapidement prendre des formes dangereuses pour la paix mondiale, avec en Europe, du 24 juin 1948 au 12 mai 1949, le blocus des secteurs occidentaux de Berlin par les Soviétiques, et en Asie la guerre qui opposera de juin 1950 à juillet 1953 la Corée du Sud, soutenue par les Etats-Unis et des contingents onusiens (dont un bataillon français), à la Corée du Nord appuyée par la Chine devenue communiste.

En avril 1949 est créée l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'O.T.A.N, alliance militaire occidentale dirigée contre l'URSS et ses alliés, alliance dans laquelle le Gouvernement présidé par Henri Queuille - qui fut Commissaire du CFLN et ministre du GPRF - inséra notre pays ; en mai 1955 naîtra le Pacte de Varsovie, regroupant l'URSS et ses alliés. Les deux blocs antagonistes sont alors constitués pour plusieurs décennies...

En France, les premières fractures entre les formations issues de la Résistance, liées au débat sur les futures institutions de la IV^e République ayant entraîné en 1946 le départ du général de Gaulle puis le rejet d'un premier projet de Constitution, vont, avec la Guerre froide qui s'amorce entre les Etats-Unis et l'URSS, avoir

des conséquences négatives quant à la pérennisation de l'unité réalisée dans la lutte contre l'occupant nazi et le régime pétainiste.

Comme de multiples autres – telle sur le plan syndical la CGT dont la réunification en avril 1943 dans la clandestinité par les accords du Perreux va voler en éclats, avec une nouvelle scission en décembre 1947 et la formation de Force Ouvrière le 12 avril 1948 -, les organisations rassemblant les Résistants et les Déportés connaîtront des divisions durables, selon des affinités politiques et idéologiques plus ou moins affirmées avec l'un ou l'autre des deux camps, s'auto-désignant, l'un celui du «Monde libre», avec à sa tête les Etats-Unis, et l'autre, celui «de la Paix», autour de l'URSS. Il y aura la FNDIRP et la FNDIR, l'Amicale des Anciens FTP puis l'ANACR, la CNCVR et le C.A.R., etc. Le temps qui s'est écoulé depuis et la fin de la Guerre froide ont fortement atténué aujourd'hui ces divisions, sans totalement les faire disparaître, l'ANACR s'étant toujours efforcée de les surmonter.

Cette rupture de ce que fut l'unité de la Résistance va faciliter dans notre pays la réinsertion sur la scène politique, principalement locale ou départementale, sinon de formations ouvertement fascistes du moins d'une partie du personnel politique qui fut lié au régime pétainiste. Cela va aussi conduire aux grâces et à la libération anticipée de condamnés pour faits de collaboration, alors même que sont engagées des poursuites contre des Résistants pour faits de... Résistance, tel Georges Guingouin, à la restitution de positions économiques dominantes à des féodalités industrielles sanctionnées pour collaboration économique, à la réintégration de policiers, juges ou fonctionnaires épurés pour leurs agissements pendant l'Occupation.

Cela stoppera l'adoption de nouvelles mesures préconisées par le Programme du CNR avant de permettre les premières remises en cause des avancées sociales et démocratiques découlant de celles déjà mises en œuvre. Ce qui ce fut le cas dès janvier 1947 - avant même que les ministres communistes ne soient renvoyés en mai suivant du Gouvernement pour leur opposition à la Guerre d'Indochine et leur soutien à des mouvements de grève - avec le vote d'une loi restreignant la place des salariés et le rôle des syndicats dans les Charbonnages de France ; ou en août 1953, quand le gouvernement Laniel, annonçant un plan d'économies dans la Fonction publique et les entreprises nationalisées, avec un recul de l'âge de la retraite, suscitera un vaste mouvement social de près de quatre millions de grévistes durant un mois.

Et ce alors que vingt-et-un des vingt-sept gouvernements de la IV^e République qui se succèdent jusqu'en 1958 sont présidés par des Résistants, dont à trois reprises par Georges Bidault, et à deux autres par Joseph Laniel, tous deux anciens membres du CNR ; et qu'ils sont même, sinon dans leur quasi-totalité, comme ce fut parfois le cas, du moins toujours en grande majorité composés de Résistants, à l'appartenance politique ventilée entre tous les partis politiques de gauche (à l'exception des communistes à partir de mai 1947), du centre et de droite ; dont 7 anciens membres du CNR : Georges Bidault (MRP), Eugène Claudius-Petit (UDSR), André Colin (MRP), Joseph Laniel (PRL puis CNIP),

André Le Troquer (Socialiste), Daniel Mayer (Socialiste), et André Mutter (PRL puis CNIP).

Notons que les premiers gouvernements de la V^e République comportent aussi un grand nombre de Résistants, tel celui formé par Michel Debré en janvier 1959 et dont 14 des 17 ministres sont des anciens Résistants ou Français libres, parmi lesquels Edmond Michelet (Garde des sceaux), Pierre Guillaumat (ministre des Armées), Jean Berthoin (ministre de l'intérieur), Pierre Suredau (ministre de la Construction)... 25 ans après la Libération, au lendemain des événements de mai et juin 1968, le gouvernement dirigé par Jacques Chaban-Delmas, ancien Délégué militaire national en France occupée et Compagnon de la Libération, comprend sur 38 ministres 25 anciens Résistants ou Français libres ; dont Léo Hamon, qui fut membre du Bureau National de l'ANACR, Robert Galley et Philippe Dechartre, futurs membres de son Comité d'Honneur. Dernier gouvernement d'avant l'alternance de 1981, celui de Raymond Barre, va comprendre encore 6 anciens Résistants et Français libres, dont Robert Galley et Jean Mattéoli, qui fut le premier Président de la Fondation de la Résistance.

Formé en 1981 sous la présidence de François Mitterrand, lui-même ancien Résistant, le gouvernement Mauroy inclut 5 anciens Résistants ou Français libres : Gaston Deferre, ministre de l'Intérieur, Claude Cheysson, ministre des Affaires étrangères, Alain Savary, ministre de l'Education nationale, Jean Laurain, ministre des Anciens Combattants et Marcel Rigout, ministre de la Formation Professionnelle. Nommé en 1986 ministre de l'Intérieur du Gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac, Charles Pasqua avait été Résistant à 15 ans...

Tous ces rappels témoignent de l'importance qu'a eue la Résistance dans notre histoire, qu'a eu pendant des décennies dans notre vie politique le fait d'avoir participé à la Résistance. Même si, d'évidence, la diversité des appartenances politiques des Résistants exclut tout déterminisme - découlant du fait d'avoir été Résistant - quant à leurs choix politiques face aux grands moments de notre histoire contemporaine (affrontement est-ouest, réarmement allemand, construction européenne, guerres coloniales, appartenance à l'OTAN, politiques économiques et sociales, etc.).

Ces choix furent et sont, des choix politiques et citoyens, que nombre d'entre eux firent et font dans leur diversité en se référant à ce que furent les motivations personnelles de leur engagement dans la Résistance. Cette diversité de choix - parfois très opposés - exclut par là-même de tenter de les légitimer par la participation à la Résistance de ceux qui les firent. Ainsi, jusqu'à la fin des années 1990, lors de chaque élection présidentielle, il y eut des appels parfois simultanés de Résistants à voter de Gaulle, Lecanuet, Duclos, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, Marchais, Lajoie, Chirac... ; et même - totale aberration - celui d'une quarantaine d'entre eux appelant à... voter Le Pen ! Chaque candidat cherchant à pouvoir se prévaloir, de par l'appui de Résistants, d'une certaine légitimité «Résistance» quant à ses options. Une démarche utilitaire qui n'est pas sans résonances contemporaines...

RETROUVER L'UNITÉ DE LA RÉSISTANCE

À la Libération, les grands mouvements de Résistance – Libération Nord et Sud, Combat, Franc-Tireur, Front National, OCM, CDLR, CDLL... – que le CNR avait rassemblés et qu'il serait réducteur de cantonner à un courant de pensée parfois majoritaire en leur sein et cataloguer, ne donnèrent pas, parce qu'ils étaient précisément pluralistes, naissance à des partis politiques. Leurs membres qui s'engagèrent politiquement le firent selon leurs convictions, leurs choix de société, en rejoignant les différents partis politiques réapparus ou nés à la Libération, communiste, socialiste, radical, démocrates-chrétiens du Mouvement Républicain Populaire (MRP), Parti Républicain de la Liberté (PRL, droite), que rapidement la Guerre froide divisa et opposa.

Ce contexte de guerre froide, qui perdure sous des formes différentes jusqu'au début des années 1990, a aussi permis l'enrôlement dans les rangs des forces du «Monde libre» d'anciens politiciens ou militaires des régimes fascistes vaincus en 1945, tels, dans le cadre du réarmement allemand, les anciens généraux nazis Gehlen ou Speidel, qui deviennent des cadres des services de renseignement ouest – allemand ou de la Bundeswehr, créée en 1955 et intégrée à l'OTAN.

C'est notamment ce réarmement de l'Allemagne et la lutte contre le projet – présenté en octobre 1950 et finalement rejeté par les députés français en août 1954 – de Communauté Européenne de Défense (C.E.D.) prévoyant la constitution d'une armée ouest-européenne unique intégrant des bataillons allemands qui, en rapprochant dans le combat pour l'empêcher des Résistants de sensibilités diverses, principalement gaullistes, communistes et chrétiens mais aussi pour une part socialistes et radicaux, va contribuer – le gaulliste Jacques Debu-Bridel ayant retrouvé le communiste Pierre Villon, tous deux anciens membres du CNR – à créer en 1954 les conditions de la mise en place de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance, l'ANACR, comme élargissement et dépassement de l'Association des Anciens FFI-FTP. Association des Anciens FFI-FTP dont les radicalisations de la Guerre froide – ayant entraîné parfois des positionnements politiques unilatéraux – avaient contribué à contracter drastiquement les effectifs autour de sa sensibilité communiste principale, l'éloignant du pluralisme périodiquement réaffirmé plus que vécu.

Or c'est précisément cette démarche de pluralisme, de rassemblement et d'unité à l'image de ce que fut la Résistance que l'ANACR a voulu pérenniser dès sa définition dans la forme que nous lui connaissons encore aujourd'hui, lors de son congrès tenu à Limoges en 1954. Ce ne fut pas sans difficultés que furent surmontés l'étroitesse et le sectarisme qui avaient contracté et isolé l'Amicale des Anciens FTP.

Pierre Villon, secrétaire général du Front National clandestin, de facto vice-président du CNR, Président du COMAC, Président de l'ANACR depuis sa création et pendant plus de vingt-cinq ans jusqu'à sa mort en 1980, par ailleurs alors député et membre du Comité central du Parti communiste, évoquant la naissance de l'ANACR deux ans plus tôt et s'adressant à certains de

ses camarades communistes qui en étaient membres, mais qui maîtrisaient mal le principe et le fonctionnement d'une Association pluraliste, écrit dans le n° 567 du 27 octobre 1956 de l'hebdomadaire *France-Nouvelle*, : «Souvent..., les camarades en sont restés à la conception ancienne de l'Association qui limitait son recrutement aux anciens F.T.P.F., ou tout au plus aux anciens F.F.I., c'est-à-dire à la Résistance armée, alors qu'elle s'est transformée depuis quatre ans en organisation cherchant à grouper tous les résistants, quelle que soit leur catégorie : (F.F.I., R.I.F., F.F.C. et même F.F.L.) et quelle que soit leur organisation d'origine...

«**Le même opportunisme est la source du sectarisme qui subsiste encore dans l'Association des Résistants.** La ligne adoptée par le Congrès de Villejuif, précisée par celui de Limoges (et traduite dans les faits par l'élection d'un Conseil national où se trouvent des hommes de toutes opinions politiques), devait en faire l'organisation de tous ceux qui par un acte quelconque, en abritant des aviateurs alliés ou des militants traqués, en ravitaillant un maquis, en fournissant des renseignements, en participant à des grèves, en adhérant à un mouvement ou réseau, en rédigeant ou diffusant des tracts ou des journaux clandestins et enfin, par le sabotage ou les armes à la main ont prouvé leur volonté de libérer la patrie...

«En appliquant cette ligne, le comité du 17^e de Paris a doublé ses effectifs en un an et dans sa direction il y a un ancien député M.R.P., un ami du député socialiste et plusieurs militants socialistes, anciens de Libé-Nord. Mais à côté de tels comités, combien d'autres, voire des départements entiers, où on est resté paresseusement à l'ancienne formule, celle des F.T.P.F., où on n'a même pas recherché les anciens du F.N., les «civils» et encore moins ceux des autres mouvements.

«Oh, certes – poursuit Pierre Villon, c'est moins facile que quand on était «entre nous» ! (...). **Il faut discuter, faire des compromis, même quelquefois se taire sur un problème qui risquerait de diviser l'organisation.**

«**Mais à quoi sert-il d'être d'accord avec seulement nous-mêmes ? Cela ne sert ni l'intérêt de la classe ouvrière et de la nation, ni la cause des Résistants, que d'avoir une organisation squelettique qui ne groupe que des communistes, avec et sans carte ! Il n'est pas nécessaire que l'organisation des Résistants se préoccupe ni du problème de la laïcité, ni des problèmes sociaux. Pour cela il y a le Parti et d'autres organisations qui regroupent des citoyens unis dans de telles aspirations...**

«S'il n'y a pas la possibilité d'aboutir à une position commune garantissant le maintien de la cohésion de l'Association, il faut – conclut Pierre Villon – savoir y renoncer. **Cela n'est pas de l'opportunisme puisque sur d'autres questions nous pouvons agir dans l'unité la plus complète et obtenir des succès tant dans le domaine des droits, des œuvres sociales en faveur des Résistants et de leurs enfants, de la défense des Résistants poursuivis ou de la mise en échec des tenants de la collaboration et des nostalgiques du pétainisme, que dans la lutte contre la renaissance du nazisme et du militarisme allemand, pour le désarmement, la sécurité collective et la paix «N'est-ce pas déjà beaucoup dans l'intérêt national et dans l'intérêt de la liberté ?»**

Le commentaire que l'on pourrait faire de ce texte est qu'il faut peut-être être très politique, comme l'était Pierre Villon, pour savoir ne pas faire de... «politique», au sens basique du terme ; et qu'il reste dans sa démarche très actuel, même si le contexte n'est plus un demi-siècle plus tard le même.

UN MONDE PROFONDÉMENT TRANSFORMÉ

La France et le monde de 2012 ne sont en effet plus, dans leurs réalités sociologiques, économiques, politiques et stratégiques identiques à ce qu'ils furent en 1944 et même en 1956.

Le monde bipolaire de l'affrontement Est-Ouest s'est effondré avec la disparition de l'URSS et des régimes communistes de l'Est européen, la quasi-totalité des colonies a accédé à l'Indépendance, le poids économique, sociologique et politique de la paysannerie et de la classe ouvrière - dont la composition, les métiers et le vécu se sont profondément transformés - a considérablement diminué dans les pays d'Europe Occidentale, le rapport des forces politiques et idéologiques - y compris dans notre pays - s'est modifié tant pour des raisons intérieures qu'extérieures.

Quant aux relations internationales de la France, elles ne sont plus les mêmes, avec son insertion dans une Union européenne dont les structures et le fonctionnement nourrissent un débat dans tous ses pays membres quant à sa dimension sociale et sa prise en compte de la réalité des nations qui la composent. L'économie et les échanges se sont mondialisés, des formes nouvelles de communication sont apparues et se sont développées, de la télévision au téléphone portable et internet. Toutes évolutions qui ont, depuis près de soixante-dix ans, transformé la planète, l'Europe et la France. Dire cela est une banalité ou en tout cas ce devrait l'être.

Gardons-nous donc - parce que cela faciliterait les tentatives de ceux qui veulent le discréditer - de présenter le Programme du CNR comme une quasi-vérité révélée il y a soixante-dix ans et qu'il suffirait de plaquer sur la réalité contemporaine pour en solutionner tous les problèmes. Alors qu'il fut, dans le contexte politique, social et économique de la France et du monde de 1944, la réponse adaptée qu'apportèrent - de manière unanime, mais après de longs débats et de nécessaires compromis découlant de la prise en compte des rapports de force existant entre les différents courants de la Résistance - les membres du CNR aux nécessités qu'impliquerait la reconstruction démocratique d'une France libérée de l'occupant et de ses complices, de la domination des forces politiques et socio-économiques qui pendant près de quatre ans s'étaient vautrées dans la collaboration.

C'est pourquoi, au-delà de la lettre des mesures préconisées par le Programme du CNR, qui peuvent naturellement être pour certaines historiquement datées, ce sont les valeurs de justice sociale, de démocratie économique et politique, d'intérêt général devant primer sur les intérêts particuliers, de solidarité et d'humanisme, qui les ont inspirées et qui sont pérennes, que nous devons rappeler à tous les acteurs de la vie politique, so-

ciale et économique contemporaine, en les incitant à les prendre en compte dans leur propositions et leur action.

La crise multiforme que le monde connaît ces dernières années a mis en évidence - alors que l'ancien vice-président du Medef, Denis Kessler, a parlé de la "détricotage" - ce qu'a apporté le Programme du CNR à notre pays, en lui permettant, malgré les remises en cause, intervenues - nous l'avons vu - très tôt mais qui se sont multipliées et approfondies depuis les premières dénationalisations effectuées par le gouvernement de cohabitation de 1986, de mieux résister à cette crise.

Certains, sans nul doute avec de bons sentiments, évoquent l'idée d'une actualisation du Programme du CNR, voire même de l'écriture d'un nouveau Programme. Cela appelle deux remarques, la première est que, en élaborant dans la clandestinité un Programme aux dimensions non seulement patriotiques mais aussi politiques, économiques et sociales, le CNR a pallié les conséquences de l'absence de toute possibilité d'expression et de débat démocratiques se traduisant, sous le régime pétainiste et la férule de l'occupant, par l'interdiction des syndicats, des partis politiques démocratiques, d'une presse libre permettant de proposer dans tous les domaines aux citoyens des options parfois opposées entre lesquelles ils sont appelés à trancher par leurs votes lors d'élections libres.

Quelles que soient les réserves que l'on puisse faire sur les modes de scrutin, les temps de parole à la télévision, la dépendance d'une grande partie de la presse à l'égard des milieux financiers, etc., le contexte de la France d'aujourd'hui n'est évidemment plus le même qu'entre 1940 et 1944. Et il n'est nul besoin qu'une instance - formée comment et de qui ? - se substitue, parce qu'ils feraient défaut, aux partis politiques, aux syndicats, aux Assemblées élues, aux processus de débat ou de confrontation démocratique existant tant sur le plan politique que social.

De plus, qui peut aujourd'hui raisonnablement penser qu'il serait possible - comme ce fut le cas pour le CNR et son programme - de rassembler les différents syndicats, les partis politiques de gauche du centre et de droite sur un même programme politique, économique et social ? Aucune instance - pas même composée d'anciens Résistants, lesquels ont pleinement comme tout citoyen le droit d'avoir des opinions politiques, et une expression commune si des affinités politiques réunissent certains d'entre eux - n'est légitime et habilitée à actualiser le Programme du CNR, à le «revisiter» voire à en «valider» des pans, à le réécrire. L'ANACR - et encore moins tel ou tel de ses comités locaux ou départementaux - ne saurait avoir prétention à le faire.

Tout citoyen, ou groupe de citoyens que rapprochent des options communes, tout parti politique ou tout syndicat, peut évidemment élaborer des propositions pour notre pays ; et l'on ne peut que se féliciter si elles se réfèrent aux valeurs qu'exprime le Programme du Conseil National de la Résistance. Pour autant, il serait totalement abusif de prétendre qu'elles constitueraient un nouveau Programme du CNR, mais seulement un programme politique spécifique à ses auteurs et confronté à d'autres.

L'ANACR, depuis sa création, n'a pas eu et n'a pas la vocation à être le lieu d'affrontements entre les diverses conceptions et propositions politiques interpellant les citoyen(ne)s que sont ses adhérent(e)s, tant sur des sujets de politique intérieure qu'extérieure, pas plus qu'elle ne peut être le cadre d'une expression collective la positionnant sur l'échiquier politique national dans tous les débats politiques et sociaux contemporains ; à moins que, ne recrutant nos adhérent(e)s que dans un seul secteur de l'opinion républicaine, voire que dans une fraction restreinte de ce secteur – ce qui serait une violation des statuts de notre Association, et de son pluralisme qui est à l'image de celui de la Résistance –, l'on n'obtienne à ce prix une unanimité qui, de fait, se placerait ainsi, par les conditions de sa réalisation, en dehors de l'ANACR.

« CE QU'IL Y A DE COMMUN A TOUS... »

« *L'ANACR : pas une tendance de la Résistance, mais ce qu'il y a de commun à toutes les tendances* », tel était le titre du rapport que présenta Charles Fournier-Bocquet devant le Congrès national de l'ANACR réuni à Toulouse, les 27 et 28 mai 1966, deux mois après la décision du général de Gaulle de sortir du commandement militaire intégré de l'OTAN, décision qui ne fut pas évoquée au congrès et sur laquelle d'ailleurs l'A.N.A.C.R. ne s'exprima pas, ses adhérents et ses dirigeants nationaux ayant de plus des opinions différenciées à son égard.

Pour autant, tout en ne se positionnant pas directement dans le champ politique ou social – en dehors du rappel à tous ses acteurs des principes que sont la démocratie, les valeurs de solidarité, le droit des peuples à vivre libres, la condamnation du racisme et de la xénophobie, la nécessité de régler pacifiquement les conflits dans le cadre de l'ONU, de lutter contre le négationnisme et les résurgences du fascisme – l'ANACR, en rappelant ce à quoi a conduit il y a plus d'un demi-siècle l'arrivée au pouvoir des fascismes antidémocratiques, agresseurs et génocidaires, en rappelant le contenu de la lutte qui fut menée contre eux par les Résistants de tous les pays et les forces alliées coalisées pour les abattre, participe pleinement ainsi – à partir de sa spécificité qui fonde son existence particulière, notamment par rapport à d'autres structures – au débat et au combat démocratiques.

Si des membres de notre Association éprouvent le besoin d'un engagement politique, syndical ou social particulier, ce qui est parfaitement légitime, ils en ont pleinement le droit dès lors qu'il est démocratique ; mais pas celui d'importer cet engagement particulier dans l'ANACR ou pire de tenter de la mettre à son service, ce que nos statuts excluent explicitement.

Aujourd'hui, certains de ceux qui, sans en mesurer l'anachronisme, avancent l'idée d'actualiser ou réécrire le Programme du CNR, utilisent le nom de Conseil National de la Résistance ou le sigle CNR pour des structures politiques contemporaines qu'ils viennent de mettre en place, n'hésitant pas à habiller du nom de « Résistance », avec un « R » majuscule, leurs luttes politiques ou sociales contemporaines, lesquelles s'inscrivent dans la continuité de celles qui ont marqué depuis plus de deux siècles notre histoire nationale ; et à se présenter eux-mêmes comme des « Résistants ». Alors

qu'ils ne font, comme bien d'autres avant eux, et ce depuis des décennies, que résister avec – un « r » minuscule – à des politiques qu'ils désapprouvent, ce qui est légitime et naturel.

La période de l'Occupation nazie et du régime pétainiste, par le cortège de tortures, massacres, fusillades et déportations politique ou d'extermination qui lui est associé, a eu, de 1940 à 1944, dans la vie de notre pays, une dramatique spécificité par rapport aux périodes historiques l'ayant précédée et suivie ; une spécificité qui a fondé ce grand moment de notre histoire nationale qu'on appelle « La Résistance » : les « Résistantes » et les « Résistants » ne pouvant qu'être celles et ceux qui, au péril – et souvent au sacrifice – de leur vie, en ont été les acteurs.

Les mots « Résistance » et « Résistant » – avec un « R » majuscule – sont des appellations d'origine historiquement définie, par la lutte menée entre 1940 et 1945 contre l'occupant nazi de notre pays et pour le libérer, contre un régime collaborateur dictatorial et répressif ayant supprimé toute vie démocratique, par les souffrances et les tortures subies de la part des oppresseurs, par aussi le sang versé lors des combats menés par les maquis ou les groupes armés urbains, devant les pelotons d'exécution, dans les camps de la mort.

Gardons leur sens aux mots, sous peine d'apporter une aide à ceux qui cherchent à affadir, banaliser ou dénaturer les réalités qu'ils recouvrent.

INQUIÉTANTE MONTEE DE L'EXTRÊME-DROITE

Il y a 67 ans, au sortir de la Guerre, les peuples, les Résistants espéraient un monde meilleur, plus juste et en paix, d'où le fascisme et ses horreurs auraient été extirpés à jamais.

67 ans plus tard, il nous faut tristement constater que cette espérance a été depuis constamment battue en brèche. En premier lieu durant la Guerre froide, dont la fin n'a pas fait disparaître les guerres chaudes, telles celles qui ont ces vingt dernières années ensanglanté les Balkans, l'Afrique, le Proche et le Moyen-Orient ; l'ONU – ce qui implique que soit repensé son fonctionnement donnant à cinq pays un droit de blocage – s'avérant incapable de les empêcher, et en difficulté sinon impuissante pour les résoudre. Génocides, ethnocides, épurations ethniques ou religieuses, massacres de populations civiles sont ainsi de tristes réalités contemporaines, et presque chaque jour au sommaire des journaux télévisés et de la presse écrite.

Le fascisme, que l'on avait pu croire éradiqué en 1945, est sorti de la clandestinité et de la marginalité, a relevé la tête. Des Etats le réhabilitent même, en allant jusqu'à présenter comme étant des héros Horthy, Antonescu, les anciens collaborateurs, les criminels des divisions SS ; c'est le cas en Europe centrale, en Ukraine et les Pays Baltes, où leur sont même érigées des statues, ce l'est même en Belgique où le Vlaams Belang flamand assume sa filiation avec les anciens collaborateurs des occupants nazis.

Les élections de ces dernières années en Europe ont révélé dans quasiment tous les pays du continent une inquiétante montée de l'extrême-droite ; la xénophobie, le racisme anti-immigrés ont pris de graves proportions. Ainsi les derniers scrutins ont conduit à l'entrée en septembre 2010 pour la 1^{re} fois au Parlement suédois de 20 députés d'extrême-droite, aux Pays-Bas à l'association de fait de l'extrême-droite dans la majorité gouvernementale. Les élections du 14 septembre 2009 en Norvège ont donné 22, % des voix au Parti d'extrême-droite dit «du Progrès», celles du 17 avril 2011 en Finlande ont fait, avec un score de l'ordre des 20%, du parti xénophobe – dit des «Vrais Finnois» - le 3^e parti du pays, à moins de 1% des deux premiers... L'extrême-droite a été associée au pouvoir en Italie, en Autriche, l'évolution de la Hongrie est des plus inquiétantes... Les récentes élections grecques au printemps 2012 ont fait, dans un contexte de grave crise économique et sociale, entrer au parlement près d'une vingtaine de députés néo-nazis du parti dit de «l'Aube dorée», qui ont rejoint une vingtaine d'autres d'extrême-droite.

Dans notre pays, on se rappelle que, lors de l'élection présidentielle de 2002, le leader du Front National - le faux - avait, avec 16,86% des voix, été sélectionné pour le second tour. Dix ans plus tard, Marine Le Pen a recueilli 17,90% des suffrages, se positionnant en troisième position de l'élection présidentielle de 2012 ; les législatives de juin suivant ont fait entrer à l'Assemblée nationale deux députés FN.

C'est dire que le combat contre ce que représente le Front National, c'est-à-dire la xénophobie, le racisme, les réminiscences du pétainisme, l'esprit antidémocratique, le négationnisme historique, le néofascisme, doit être mené avec constance. Le rôle spécifique de l'ANACR - qui ne doit pas se confondre avec celui des Partis politiques et des syndicats qui ont le leur - est à cet égard de grande importance.

La vigilance doit être de mise et le combat doit être mené sans relâche contre les idées d'extrême-droite, qu'elles s'expriment par la bouche des Le Pen, père et fille, sous la forme relookée des «identitaires» - qui n'hésitent pas à se réclamer de la Résistance, pour dénoncer les immigrés comme étant de nouveaux occupants - ou comme cela se fit, de manière plus «soft», lors du débat sur l'identité nationale ou lors de celui sur la laïcité. D'autant plus que Marine Le Pen n'hésite pas elle aussi à brouiller les cartes, allant jusqu'à évoquer Jean Moulin alors même qu'elle est en train de tenir des propos violemment xénophobes.

Etre fidèle aux Résistants est sans nul doute retracer historiquement leur combat de la manière la plus exacte possible, ce que nous devons nous efforcer de faire, en étant vigilants à l'égard des négationnistes qui falsifient cette réalité historique, en en présentant des versions mensongères, tronquées, unilatérales, tendancieuses, qui ne sont pas malheureusement sans recueillir quelque écho. Plus largement, nous devons veiller aussi à ce que les ouvrages publiés, les émissions de télévision et les films consacrés à la Résistance, ne prennent pas trop de liberté avec sa réalité, voire que des distorsions ou imprécisions n'en donnent une image floue ou faussée.

Mais être fidèle aux Résistants c'est encore plus poursuivre leur combat aujourd'hui contre les résurgences actuelles du fascisme. En le faisant à notre manière, c'est-à-dire en rappelant ce à quoi ont conduit ces idées lorsqu'elles furent mises en pratique entre 1925 et 1945 en Europe, en France entre 1940 et 1944. Car, avec le temps qui s'est écoulé depuis 1945, avec la disparition des contemporains, des combattants antifascistes que furent les Résistants, il y a parmi les générations actuelles – et pas seulement les plus jeunes – une profonde méconnaissance de l'Histoire et de ses leçons, conséquence de la réduction de sa place dans les programmes scolaires, de présentations approximatives dans les médias, d'une transmission familiale de la mémoire moins immédiate, de l'oubli qui s'approfondit dans la société. Cela souligne l'importance du rôle de «passeurs de mémoire» des membres de l'ANACR.

IDEES DEMOCRATIQUES ET IDEES LIBERTICIDES

Nous devons aussi mettre en garde contre tous les glissements qui estompent la frontière devant clairement exister entre les idées démocratiques et les idées liberticides, en étant vigilants à l'égard de toute contamination de la vie publique par ces dernières ; notamment dans les domaines de la sécurité et de l'immigration. Rappelons-nous l'affaire du fichier Edvige qui prévoyait le fichage à partir de 13 ans, les tests ADN auxquels il fut envisagé de soumettre les migrants voulant entrer dans notre pays, la triste et inquiétante campagne - sur le fond et la forme - dirigée contre les Roms, se doublant d'un inadmissible lien fait entre immigration et délinquance, le débat sur l'identité nationale. L'ANACR a réagi et fait entendre sa voix, se félicitant que des intellectuel(le)s, des hommes de religion, des syndicalistes, des femmes et des hommes politiques de toutes appartenances démocratiques, de gauche comme de droite, de la majorité comme de l'opposition d'alors, se soient retrouvés pour dénoncer ensemble les dérives antidémocratiques et antihumanistes qui menaçaient ; et restent menaçantes.

La campagne du second tour de la dernière élection présidentielle a pris à cet égard une tonalité des plus inquiétantes : n'a-t-on pas entendu le ministre de la Défense en place dire que Marine Le Pen était une interlocutrice possible ? N'a-t-on pas entendu dire que le Front National était un parti Républicain, que des responsables de l'ex-majorité partageaient avec lui des valeurs communes. Comment alors s'étonner dans ces conditions qu'un récent sondage ait révélé que les idées du Front National recueillent l'adhésion de 37% des Français ?

Une dérive qui s'est même accentuée lors de la campagne des élections législatives, avec cette inadmissible symétrie faite entre le Front de Gauche et le Front National, pour cautionner de bonnes manières à l'égard de ce dernier, des rapprochements – sinon des alliances en bonne et due forme - avec lui.

Une dérive que nous devons dénoncer – non du fait d'une proximité idéologique ou politique particulière avec les options contemporaines du Front de Gauche, que l'ANACR, de par son pluralisme, ne saurait avoir, pas plus qu'avec n'importe quelle autre

formation politique - mais parce que cette symétrie entre Front de Gauche et Front National participe d'une manipulation historique qui tend à escamoter ce que fut le choix qui opposa, il y a bientôt soixante-dix ans, ceux qui se mirent au service de l'occupant nazi et ceux qui le combattirent.

Car les composantes de l'actuel Front de gauche (communistes, socialistes de gauche, progressistes) sont parmi les héritiers de ceux qui, aux côtés des autres forces de la Résistance tels les Gaullistes, combattirent l'occupant nazi, la Gestapo, la Milice, les forces de répression du régime pétainiste et souvent en furent les victimes.

Alors que le Front National, dès sa fondation, compta dans ses organes de direction des anciens des partis collaborationnistes, de la LVF, de la Waffen-SS française, dont il fit parfois des candidats aux élections, des conseillers régionaux, des députés européens, tel Roland Gaucher (Goguillot), l'ancien secrétaire général des Jeunesses Nationales Populaires de Marcel Déat.

D'un côté, il y a des héritiers des fusillés, de l'autre des héritiers des fusilleurs.

C'est ce que sembla «oublier» - mais est-ce un «oubli?» - la municipalité de Bollène quand elle prétendit en juin 2012 interdire aux Résistants et aux «Amis de la Résistance» d'interpréter, lors de la commémoration de l'Appel du 18 juin, le «*Chant des Partisans*» ; un chant né à Londres, sur une musique composée par la Française libre Anna Marly avec des paroles écrites par les Français libres Maurice Druon et Joseph Kessel.

Le «*Chant des Partisans*» a, sans le moindre conteste, toute sa place le 18 juin, jour commémoratif de l'Appel historique du général de Gaulle à refuser la défaite et à poursuivre le combat contre l'ennemi, le 27 mai, jour anniversaire de la création du CNR, le dernier dimanche d'avril, journée de la Déportation, dont nombre de Résistants furent victimes, ainsi que le 8 mai, jour anniversaire de la victoire contre le nazisme, à laquelle les Résistants ont tant contribué.

De même est inadmissible, parce qu'antihistorique quant à leurs natures différentes et parce qu'elle a pour conséquence là encore de travestir ce que furent des choix historiques fondamentalement opposés, la tentative d'assimiler, sous le vocable de «totalitarisme», l'idéologie fasciste et l'idéal communiste, l'Allemagne hitlérienne et l'URSS. Ce que le rôle des communistes dans la résistance antifasciste en Europe et la place que prit l'Union Soviétique au sein de la coalition alliée pour abattre le nazisme devraient interdire de faire. Sans que pour autant cela signifie une quelconque complaisance à l'égard du stalinisme.

C'est dire l'importance de ce combat antifasciste contemporain qu'est la transmission de la mémoire aux générations contemporaines et futures.

JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE, LE 27 MAI

Tel est le sens de notre demande d'instauration d'une «*Journée nationale de la Résistance*», le 27 mai, date anniversaire de la création en 1943 par Jean Moulin du Conseil National de la Résistance. Car nous voulons que ce jour-là non seulement hommage soit rendu aux Résistantes et aux Résistants, à leurs combats et à leurs sacrifices, mais surtout que soit, en conformité à la réalité historique, restituées de manière authentique, en premier lieu aux jeunes générations, la mémoire de ces valeurs humanistes, démocratiques et patriotiques qui motivèrent les Résistants et la lutte qu'ils menèrent.

Au début de cette année 2012, à la suite d'une proposition du Président Sarkozy, le Parlement, par les votes de l'Assemblée Nationale et du Sénat, a fait du 11 novembre une journée d'hommage à tous les morts de tous les conflits, étant précisé que les autres commémorations seront maintenues.

L'ANACR a exprimé son désaccord total avec cette démarche. En premier lieu parce que l'ampleur des sacrifices liés à la première Guerre mondiale - près d'un million et demi de morts, des millions de blessés et gazés, des millions de veuves et d'orphelins... - justifie pleinement que l'on garde au 11 novembre sa spécificité dans notre mémoire nationale. Nous ne pouvons aussi accepter que les autres dates de mémoire associées à d'autres conflits, ayant eux aussi marqué profondément notre histoire nationale, associés à des pertes humaines douloureuses pour de nombreuses familles de notre pays, mais aussi d'autres, et porteurs d'enseignements différenciés, soient potentiellement remises en cause par une mesure qui, quelles que soient les précautions oratoires prises, s'inscrit *de facto* dans une logique pouvant ouvrir - du moins à terme - la porte à la Journée unique du souvenir ; ce qu'avec l'UFAC nous avons combattu, et que nous combattons encore.

Car nous sommes contre toute confusion mémorielle visant à diluer voire escamoter la nature et les enseignements de chaque conflit. Ainsi, pour ce qui nous concerne, nous sommes tout particulièrement attachés à ce que soit mis en valeur le sens antifasciste, démocratique, humaniste et patriotique du combat et du sacrifice des Résistants et des Français Libres contre la barbarie, pour libérer la France de l'occupation nazie et de ses complices pétainistes, pour abattre le fascisme et le nazisme

Nous nous sommes adressés à plusieurs reprises aux parlementaires pour solliciter leur soutien à notre demande d'instauration d'une *Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai*. Nombre d'entre eux, de tous les groupes de l'Assemblée nationale et du Sénat sans exception, l'ont fait ; plusieurs Conseils régionaux et généraux se sont prononcés en ce sens, des centaines de municipalités à travers la France la célèbrent...

Nous nous adresserons à nouveau aux députés venant d'être élus. Mais, de la tribune de notre congrès de Lons-le-Saunier, nous voulons nous

adresser solennellement et respectueusement à Monsieur le Président de la République et à Monsieur le Premier ministre pour leur dire que nous pensons qu'il est grand temps que soit enfin rendue justice à celles et ceux qui, par leur courage et le sang qu'ils versèrent, écrivirent une des pages les plus glorieuses de notre Histoire contemporaine ; une page qui doit prendre sa place dans le calendrier mémoriel de la Nation, par l'instauration d'une **Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai**, date anniversaire de la création du CNR par Jean Moulin.

A cet égard, le 27 mai 2013, 70^e anniversaire l'an prochain de la création du Conseil National de la Résistance, offre de pouvoir donner à cette instauration la solennité qu'elle mérite, de donner au soir de leur vie aux Résistantes et Résistants toujours parmi nous la satisfaction de savoir que leur combat et le sacrifice de tant de leurs camarades seront ainsi honorés durablement, chaque année par une **Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai**.

L'IMPORTANCE DE LA MISSION DE L'ANACR

L'ANACR est aussi préoccupée par l'avenir des structures du Monde Combattant ou de l'Education nationale impliquées dans l'œuvre de mémoire, en premier lieu de celui du Concours national de la Résistance et de la Déportation, dont le caractère associatif a été remis en cause par la diminution des représentants des Associations dans les Jurys, alors même qu'y était renforcé le poids des administrations et des Fondations.

De même, comme le monde enseignant et en tant que citoyens engagés dans le travail de mémoire, nous avons aussi été très préoccupés par la volonté officielle de restreindre la place de l'histoire dans l'enseignement, alors que sa connaissance est un élément essentiel de la citoyenneté. Nous souhaitons que cette démarche soit inversée et que l'Histoire retrouve toute sa place dans la formation citoyenne des jeunes générations.

Nous voulons aussi que soient préservés - alors qu'ils sont remis en cause par les effets de la «Révision Générale des Politiques Publiques», la RGPP, les moyens humains et financiers, de l'Office National des Anciens Combattants et des ODAC, afin qu'ils puissent continuer d'assurer leur mission dans le domaine de la mémoire ; ce qui implique que soient maintenus les emplois des délégués-mémoire, des plus menacés quand ils n'ont pas déjà été pour la plupart supprimés.

En effet, nous avons toujours réaffirmé notre attachement à cette existence de l'ONAC - et de ses structures départementales, au plus près des Anciens Combattants et, pour ce qui est de sa mission mémorielle, au plus près des citoyens et des jeunes scolaires, ainsi qu'à celle d'un Ministère ou Secrétariat des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, assurant simultanément et de manière inséparable, dans le cadre du droit à réparation - que nous considérons imprescriptible - la mémoire des actes ac-

complis par les Anciens Combattants, l'attribution des titres constituant la reconnaissance de leurs services et celle des pensions militaires d'invalidité. C'est pourquoi nous nous réjouissons que dans le ministère de M. Jean-Marc Ayrault il y ait un ministre délégué aux Anciens Combattants, en la personne de M. Kader Arif.

Nous avons, avec d'autres Associations du Monde Combattant, avec l'UFAC, demandé - et obtenu - la reconstitution des Commissions de la carte du Combattant et de la carte CVR, au sein desquelles l'ANACR est représentée, afin que soient reconnus les titres de Résistance à ceux des Résistants qui en sont encore injustement privés. Et pour que les distinctions qu'ils méritent leur soient attribuées.

L'ANACR reste de nos jours la plus importante Association d'Anciennes et Anciens Combattants de la Résistance et en passe de rester la seule : l'Association des Français libres s'est dissoute, la CNCVR a fait de même il y a 5 ans, ainsi que l'ANCVR le 31 décembre 2009, d'autres Associations ont évoqué la possibilité d'un même choix.

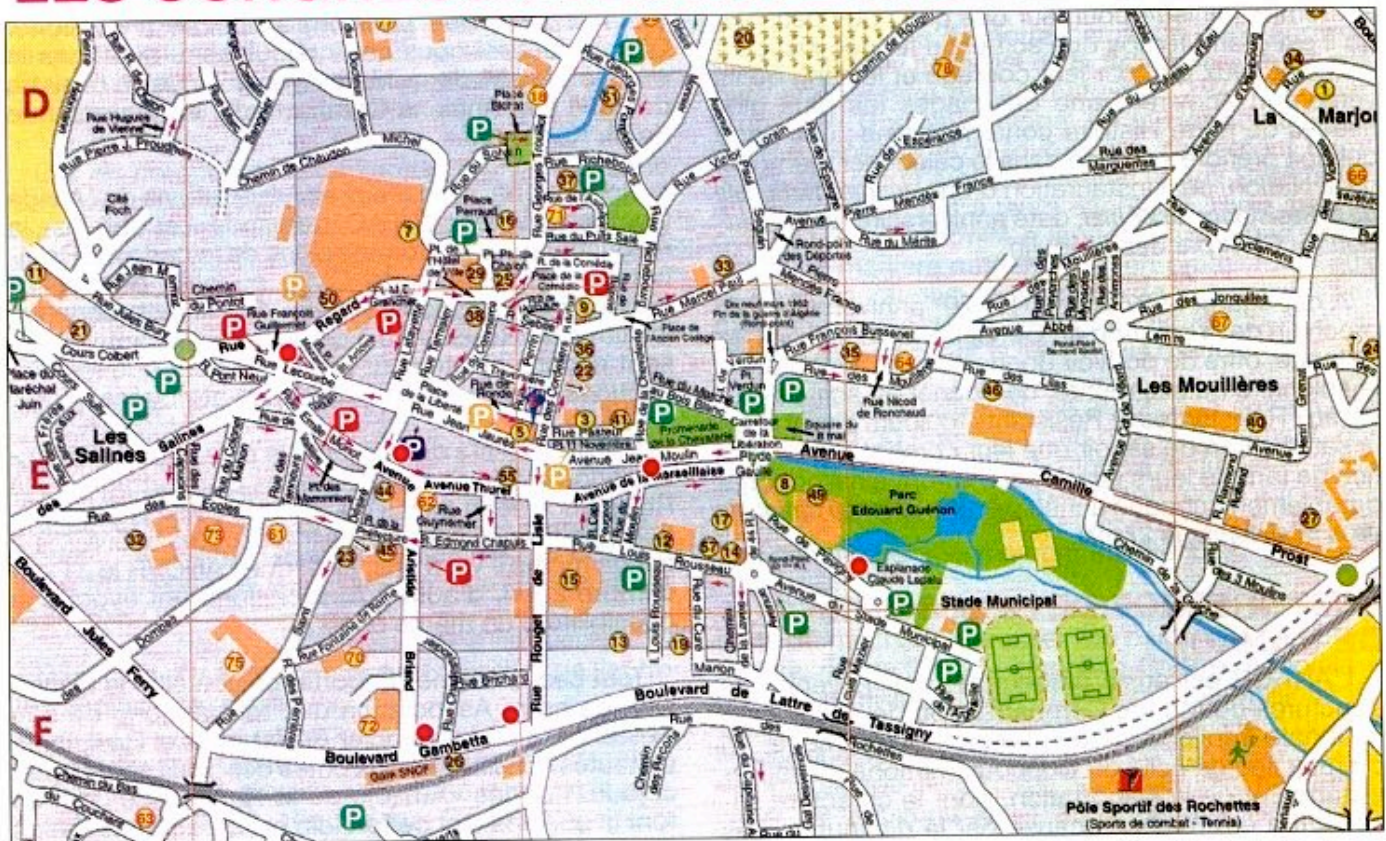
Tout ceci souligne l'importance actuelle de la mission de notre Association qui, tout au long de son existence, a pu rassembler Résistantes et Résistants de toutes sensibilités, aux côtés desquels se trouvent aujourd'hui des «Ami(e)s de la Résistance» qui en font la principale et de fort loin principale association de «passeurs de mémoire» des valeurs de la Résistance, lesquels, pour pouvoir poursuivre pleinement son combat antifasciste humaniste et démocratique, doivent être aussi de toutes sensibilités démocratiques ; ce que permettent ses orientations et son fonctionnement respectueux du pluralisme.

D'évidence, dans dix, vingt ou trente ans, l'on parlera toujours de la Résistance, l'enjeu n'est pas là, mais il est dans la manière dont on en parlera. L'ANACR veillera à ce que ce soit de manière authentique et respectueuse de l'Histoire, avec une volonté de s'inspirer de ses valeurs et non dans une démarche utilisatrice.

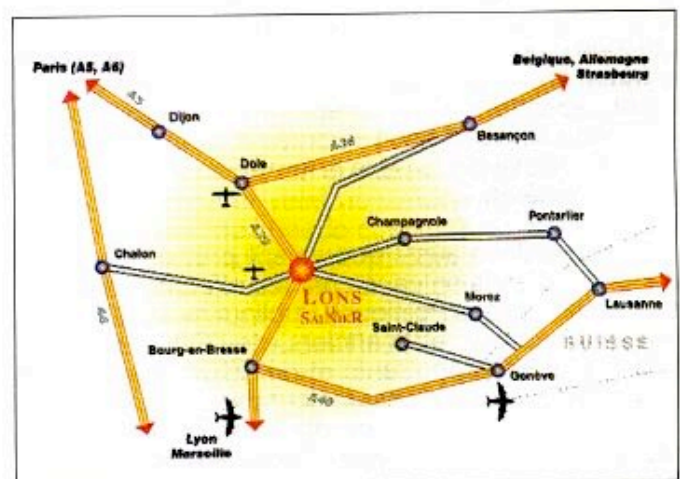
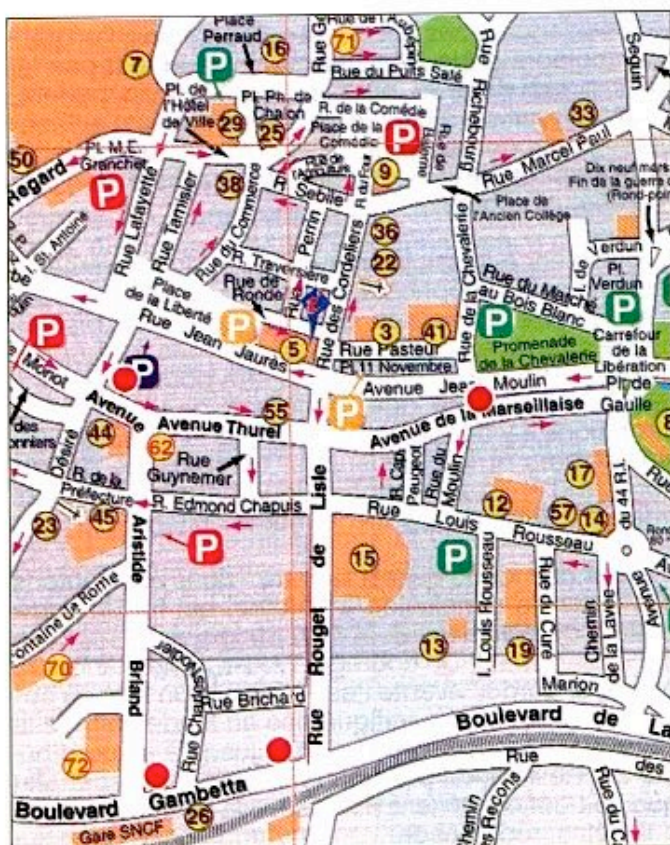
D'évidence aussi, les résurgences du fascisme, le racisme et la xénophobie, le mépris du droit des peuples à vivre libres, les guerres, sont des réalités contemporaines qui risquent de ne pas être éphémères, et contre lesquelles il faudra poursuivre sans relâche le combat que menèrent, dans de dures conditions il y aura bientôt trois quarts de siècle, les Résistantes et les Résistants, combat que depuis nombre d'entre eux ont continué dans un contexte très différent, mais contre le même ennemi.

Dans ce monde qui est le nôtre - nous empruntons ces mots de conclusion à Voltaire, qui fut un combattant de la liberté, **«il ne faut perdre ni le courage ni l'espérance»**. De courage, l'ANACR ne manquera pas pour garder vivante l'espérance d'un monde solidaire, fraternel et pacifique née au lendemain de la victoire sur le fascisme et portée jusqu'à aujourd'hui par les Résistants, pour poursuivre leur combat afin que soit définitivement terrassée «la Bête immonde» qui, hélas, rôde encore.

LES CONGRESSISTES... A LONS-LE-SAUNIER



Sur les plans : **N°5** : Carrefour de la Communication (Carcom) place du 11 novembre, où se fait le retrait des badges, mandats, serviettes et Théâtre, entrée du Congrès rue de Ronde, et... **N°29**, Hôtel-de-Ville, place de l'Hôtel-de-Ville... **N°15**, Conseil général, rue Rouget-de-Lisle... **N°26**, la Gare... **Carrefour de la Libération**, Monument de la Résistance... Le Juraparc, rue du 19 mars 1962 à Montmorot, limitrophe de Lons-le-Saunier, est accessible par le cours Colbert et la place du Maréchal-Juin (ouest du plan).



L'autoroute A 39 relie Dijon (où elle se connecte - via l'A 38 - à l'A6 vers Paris ou Lyon) à Dole, Lons-le-Saunier et Bourg-en-Bresse (où elle se connecte, via l'A 40 puis l'A 46, au réseau alpin et à celui de la vallée du Rhône). La sortie N°8 de l'A 39 conduit - via la D 678 - à Lons-le-Saunier.

L'accès ferroviaire à Lons-le-Saunier se fait par liaisons directes T.E.R. avec Lyon-la Part-Dieu et Besançon-Viotte, par TGV depuis Paris jusqu'à Bourg-en-Bresse puis liaison TER avec Lons, par TGV depuis Paris jusqu'à Dole puis Autocar SNCF jusqu'à Lons-le-Saunier

L'AUBE DORÉE : MENACE NEO-NAZIE EN GRECE



Nikolaos Michaloliakos, leader de l'«Aube dorée», parmi ses troupes...

La Grèce vit une crise économique et sociale sans précédent dans son histoire, dont radios et télévisions du monde entier se font l'écho. Les Gouvernements de droite ou de gauche, de coalition droite-gauche et de «techniciens» qui se sont succédé, ont tous mis en œuvre, sous la pression de l'Union européenne, de dramatiques politiques d'austérité toujours plus dures, qui frappent l'immense majorité de la population, couches populaires, classes moyennes, fonctionnaires mais plus particulièrement les catégories les plus fragiles, retraités, chômeurs...

Alors, certains, par désespoir, en réaction au diktat venu de l'extérieur, parce que les principaux partis de gouvernement ont échoué à redresser le pays et à améliorer leur sort, se tournent vers des partis d'extrême-droite, qui n'hésitent pas à afficher leur haine de la démocratie, de l'étranger.

UNE PREMIERE ALERTE

La première alerte est venue quand... l'«Alerte populaire orthodoxe» (*Laiikos Orthodoxos Synagermos* ou L.A.O.S.), un parti fondé en 2000 et que l'on peut considérer comme analogue au Front national lepeniste français ou à la Ligue du Nord italienne, entre au Parlement avec 10 députés à l'issue des législatives de 2007.

Aux élections suivantes, le 4 octobre 2009 le L.A.O.S (en grec, «laos» veut dire peuple) – qui prône le restait de l'Union européenne... et l'expulsion des immigrés – selon son dirigeant Georgios Karatzaferis, «1,6 million d'entre eux devraient partir» - va obtenir 386 152 voix (5,63 %) et 15 députés.

Pour tenter d'éviter une surenchère et avec un discours d'unité nationale, le Laos va être sollicité en novembre 2011 par les partis de la coalition gauche-droite... d'entrer au gouvernement ; ce qu'il va faire, avec deux ministres : Makis Voridis, ancien membre d'un parti néonazi, devient ministre des Transports, et Konstantin Georgiou, ancien collaborateur du régime dictatorial des colonels, vice-ministre de la marine.

Refusant de s'associer à de nouvelles mesures d'austérité, le L.A.O.S. va quitter le gouvernement en février 2012. Pour autant, ce passage au pouvoir va lui être reproché par une grande partie de son électorat : aux élections de mai et juin 2012, le L.A.O.S. perd tous ses députés, au profit d'une formation beaucoup plus radicale et plus violente, l'«Aube dorée».

UNE FORMATION NEO-NAZIE

L'«Aube dorée» (en grec *Chryssi Avghi*) - son nom complet étant «Association populaire - Aube dorée», fondée en 1992, réactivée depuis 2007, est un parti qui s'affiche sans complexe néo-nazi et dont le symbole ressemble à une swastika, à la croix gammée nazie. Le parti s'affirme anti-européen, surfe sur le sentiment anti-allemand grandissant dans une population que heurte l'intransigeance de Berlin quant aux plans d'aide à la Grèce, et, comme ses homologues, violemment xénophobe, passant désormais fréquemment du discours à l'acte, ses militants étant de plus en plus fréquemment impliqués dans des agressions contre des immigrés.

De fait, l'Aube dorée est l'émanation d'une organisation paramilitaire sévissant depuis le début des années 2000 dans le centre d'Athènes, plus parti-

culièrement autour de l'église d'Agios Panteleimonas, où des nervis attaquent régulièrement des immigrés : en septembre 2011, un jeune Afghan avait même été poignardé dans ce quartier, un jeune Irakien assassiné.

Ce qui est particulièrement grave, c'est que les agresseurs peuvent agir dans une quasi-certitude d'impunité ; ainsi le procès des agresseurs du jeune afghan a été depuis reporté à plusieurs reprises. Beaucoup de policiers sont eux-mêmes membres de l'Aube dorée... Et vont même jusqu'à envoyer vers sa milice des citoyens qui font appel à eux pour des questions d'insécurité !

UNE AUDIENCE ELECTORALE

Mais, plus grave encore, est l'audience que ce parti est en train d'acquiescer dans l'électorat grec. Ainsi son chef, Nikolaos Michaloliakos, a été élu en novembre 2010 au conseil municipal d'Athènes avec le programme : «*Refaire d'Athènes une ville grecque*», en référence à la présence grandissante d'immigrés fuyant le misère, les dictatures et les guerres du Proche-Orient. Un autre dirigeant du parti, Elias Kasidiris, va même jusqu'à proposer de réinstaller des champs de mines anti-personnel à la frontière gréco-turque pour stopper l'arrivée des clandestins.

Au printemps dernier, la Grèce a connu deux scrutins législatifs successifs. Le 6 mai 2012, recueillant 440 894 voix, soit 6,97 % de l'électorat, l'«Aube dorée» fait élire 21 députés. Le dirigeant du parti, Nikólaos Michaloliakos, déclare à la suite de ces élections : « L'heure de la peur a sonné pour les traîtres à la patrie! ».

Puis le 17 juin : avec près de 7% des voix l'«Aube dorée» fait à nouveau élire 18 députés et devient ainsi le 5^e parti du pays...

Une évolution qui doit faire méditer, au-delà même des frontières de la Grèce...

Drapeau et sigle de l'«Aube dorée», une grecque qui n'est pas sans rappeler...



LA VIE DE L'ASSOCIATION



Les intervenants, de g. à d. : Julien Fargettas, Henriette Dubois, Robert Mencherini, Jean-Paul Bedoin, Olivier Lalieu, Louis Cortot

9^e STAGE NATIONAL DE L'ANACR



Le 9^e Stage national de formation de l'ANACR s'est tenu du 18 au 20 mai à l'Auberge de Saint-Denis. Y participèrent Dominique et Armelle AUBRY (Marne), Jean-Louis CORTOT (Paris), Michel DEHU (Marne), Guy DIVOUX (Seine-Saint-Denis), Françoise FENIGCHTEIN (Haute-Garonne), France FIORANI (Alpes-Maritimes), Robert FOREAU-FENIER (Aisne), Colette GAIDRY (Haute-Saône), Marie-Ange LAYER (Aisne), Claudine LEGOUFFE (Haute-Vienne), Hubert MARTIN (Alsace), Pascal NELLY (Isère), Jean-Claude POULAIN (Aisne), Florence REGUER (Côtes d'Armor), Christiane TARDIF (Essonne), Marie-Jeanne TRICARD (Haute-Vienne), Jacques VARIN (Paris), Didier VICTOR (Lot-et-Garonne).

Le stage fut ouvert vendredi par un exposé sur l'historique de l'ANACR fait par Jacques VARIN, qui fera en seconde partie d'après-midi une intervention sur le négationnisme. En début, Julien FARGUETTAS, auteur du livre «Les tirailleurs sénégalais, les soldats noirs entre légende et réalité 1939» retraça le sort tragique qui leur fut fait par les nazis et le régime pétainiste, mais aussi leur participation à la Résistance et à la Libération.

Samedi matin, Robert MENCHERINI présenta le Musée virtuel de la Résistance en Provence-Côte d'Azur, sa conception, ses avantages, les problèmes de sa mise en place. Puis Jean-Paul BEDOIN évoqua les parcours de mémoire en Dordogne, les lieux de combats, les stèles et monuments, les événements, les femmes et les hommes qui en furent les acteurs et souvent les victimes. L'après-midi, Olivier LALIEU, auteur du livre «La Zone Grise», évoqua la Résistance dans les camps de concentration et plus particulièrement à Buchenwald. Puis Henriette DUBOIS évoqua, à partir de son expérience personnelle, la place des femmes dans la Résistance, leur rôle étant souvent essentiel dans toutes les formes de Résistance.

Dimanche, Louis CORTOT évoqua les événements de l'année 1942 qui en firent un tournant dans la Guerre : invasion de la Zone sud, débarquement allié en Afrique du Nord, Bir Hacheim, début de la bataille de Stalingrad...

Puis les stagiaires rendirent à la stèle Jean-Moulin hommage au fondateur du CNR, et sur la sépulture d'Auguste Gillot, membre du CNR. Le repas convivial clôtura le stage.



L'ANACR RAVIVE LA FLAMME SUR LA TOMBE DU SOLDAT INCONNU



Comme chaque année, l'ANACR a rendu le 23 août dernier hommage aux martyrs tombés dans la lutte contre occupant nazi et ses collaborateurs, en ravivant la flamme sur la tombe du Soldat Inconnu. M. Serge Barcellini, Conseiller, représentait M. le Ministre délégué aux Anciens Combattants, Madame Catherine Vieu-Charier, adjointe à la mémoire, M. le maire de Paris, M. Jacques Goujat, Président, l'UFAC ainsi que la FNCPG-CATM, M. Robert Créange, Secrétaire général, la FNDIRP, M. François Archambault, secrétaire général, la Fondation de la Résistance, M. Raphaël Vahé, Président-délégué, l'ARAC, M. Jacques Bergeron, la Direction nationale de la FNACA. On remarquait aussi la présence de M. Dessalange, ancien député. La délégation de

la Direction nationale de l'ANACR comprenait Louis Cortot, Compagnon de la Libération, Président, Cécile Rol-Tanguy, membre du Comité d'honneur, Jacques Weiller, vice-président, Guy Deschamps, Robert Foreau-Fenier, Jean-Paul Riffault, Charles Sancet, Christiane Tardif, et Jacques Varin, membres du Bureau national. Louis Cortot et Cécile Rol-Tanguy, pour la Direction nationale de l'ANACR, Jean-Louis Cortot et Colette Palarès, pour celle du Comité de Paris, déposèrent les gerbes. Le drapeau de l'ANACR était porté par Guy Deschamps, le fanion du Comité de la Flamme par Louis Secretan. La Musique des Gardiens de la Paix de Paris interpréta hymnes et sonneries, un détachement rendit les honneurs militaires.

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Direction Nationale de l'Association et son journal

adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Lise LONDON (Paris)

Décédée le 31 mars 2012, Elizabeth («Lise») Ricol était née le 15 février 1916 à Montceau-les-Mines, dans la famille d'un mineur immigré espagnol. Militante communiste, Lise Ricol fut envoyée en 1934 par le PCF à Moscou où elle rencontra le Tchèque Artur London. Avant Guerre, elle participera à la constitution des Brigades internationales allant au secours de l'Espagne républicaine. Entrée dans la Résistance après l'occupation de la France par les nazis, elle prendra la parole devant un magasin à Paris, rue Daguerre, dénonçant l'occupant et s'enfuyant sous la protection de deux résistants armés. Arrêtée en août 1942 par la police française, accusée d'«assassinat, association de malfaiteurs, activités communistes», elle est emprisonnée à La Petite Roquette où elle accouchera de Michel, puis à Fresnes, à Rennes, où on lui retirera son fils. Livrée aux Allemands, elle sera, après une dernière étape à Romainville, déportée à Ravensbrück puis à Buchenwald. Après Guerre, ayant retrouvé son mari, Arthur London («Gérard» dans la Résistance française), elle l'accompagne en 1949 à Prague où il a été nommé vice-ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères. Quand, en 1951 Arthur London sera l'un des accusés du procès Slansky, elle recueillera le témoignage qu'il lui fait parvenir dans des paquets de papier à cigarettes ; le livre d'Arthur London - libéré en 1956 - *L'Aveu*, par la suite adapté en film, retracera ce procès stalinien. Restée malgré ce drame fidèle à ses convictions communistes ainsi qu'aux valeurs qui motivèrent son engagement antifasciste et dans la Résistance, elle sera une militante de la transmission de la mémoire en premier lieu aux jeunes générations. Capitaine dans la Résistance, elle était Officier de la Légion d'honneur.

Maurice VOUTEY (Côte-d'Or)

Disparu le 2 mai dernier à l'âge de 87 ans, Maurice Voutey avait rejoint sous l'Occupation le Front National de Lutte pour la Libération et l'Indépendance de la France (Front Patriotique de la Jeunesse), et était devenu le responsable pour la Côte-d'Or des Forces Unies de la Jeunesse Patriotique (FUJP). Arrêté le 22 mai 1944, il fut interné à Dijon et à Compiègne avant d'être déporté à Dachau puis dans les camps du Neckar. A son retour de déportation, il devint professeur d'histoire-géographie et publia de nombreuses études historiques et biographiques, dont *La Presse clandestine sous l'occupation hitlérienne, 1940-1944* (1983), *Évolution et rôle du système concentrationnaire nazi* (1984), *Les camps nazis, des camps sauvages au système concentrationnaire 1939-1945* (1999), *L'ère hitlérienne : chronologie 1889-1948* (2000).... Membre de l'ANACR, Président-délégué de la FNDIRP depuis 2006, il était titulaire des cartes de CVR et de Déporté-Résistant, il était commandeur de l'Ordre de la Légion d'honneur et Officier de l'Ordre des Palmes académiques.

René LIETARD (Pas-de-Calais)

Né en 1926 à Hamblain-les-Prés, René Liétard s'était engagé dans la Résistance à l'âge de 14 ans. René et son père, plâtrier de profession, ont été très actifs : une nuit, ils sont allés remettre l'aigle abattu qui trônait sur le monument d'Hamblain-les-Prés, rendant furieux les occupants. René Liétard se rendait régulièrement dans les écoles et collèges pour sensibiliser

les écoliers sur la Résistance et le devoir de mémoire. Il avait été élu membre du Conseil National de l'ANACR en 1996 au Congrès de Châteauroux.

Jean-Pierre BESSE (Oise)

Disparu le 10 juillet à l'âge de 62 ans, Jean-Pierre Besse était un historien reconnu tant par ses travaux concernant la Résistance et le Mouvement ouvrier non seulement dans l'Oise mais aussi sur le plan national ; il était l'un des coresponsables de la publication du «Dictionnaire Biographique du mouvement ouvrier» (alias «le Maitron») et préparait celle du «Dictionnaire des fusillés et exécutés». Président de l'Association pour la Mémoire ouvrière et industrielle du Bassin creillois (AMOI), il présidait aussi le Jury départemental du Concours National de la Résistance et de la Déportation. Elu en 2008 à son congrès de Marseille membre du Conseil National de l'ANACR, il en était le Président départemental de l'Oise depuis. Auteur ou coauteur de plusieurs ouvrages, il était Chevalier des Arts et des Lettres.

Suzanne AUBERT, Joseph MÉTRAL, Marius VESIN, Claude BAR, Marcel PRESSET, Elie PERRET, Walter AMIANTE, (Haute-Savoie)

Engagée aux côtés de la Résistance dès le début du mouvement FTP dans la vallée d'Abondance, Suzanne Aubert (30 ans en 1944) recevait régulièrement dans son hôtel-restaurant - malgré la présence fréquente des patrouilles italiennes et allemandes stationnant à la Chapelle d'Abondance - les responsables des compagnies FTP 93-09 (Calixte Burnet et François Cettour-Rose) et 93-21 (Cyril Lazare). Elle était titulaire de la carte de CVR et était à 98 ans une adhérente fidèle de l'ANACR.

Joseph Métral, disparu le 9 mai dernier était né le 14 août 1920, à Saint-Jean-de-Tholome, dans une famille républicaine qui, vingt ans plus tard, refusera la défaite et servira de relais aux réfractaires, qui seront conduits par Joseph lui-même au maquis du Môle. Avec la compagnie 93-05, il combattit les Allemands en Haute-Savoie, puis ensuite, en Savoie.

Marius Vesin vient de s'éteindre à l'âge de 93 ans. En octobre 1943, ce jeune garde forestier originaire du Chablais fut affecté à Thorens, village repère des premiers Résistants actifs de Haute-Savoie et des points de passage vers les Glières. Comme son collègue Jean Babaz, chef de trentaine, il intègre la compagnie «Le Chamois», une unité de Résistants locaux chargée de la défense de la Montagne des Frères et de Champlaitier dans le dispositif des Glières. Sa fonction de garde forestier lui permet de ravitailler le maquis et d'y accompagner les réfractaires au STO. Arrêté, il ne devra son salut qu'à l'intervention de son chef de service. Il avait composé à l'intention des maquisards un «Chant des Frères» et résumait son engagement par ces mots simples : «Quand ton pays est occupé, tu n'as pas le choix».

Claude Bar, décédé le 7 avril dans sa 90^e année, était le dernier rescapé de Foges et il fut un infatigable soutien de la mémoire de la Résistance. Elu au congrès de l'ANACR tenu en 1990 à Perpignan au Conseil National, il en fut membre pendant près d'une dizaine d'années.

Né en 1924, Marcel Pesset (dit «Tétel») avait à peine 20 ans lorsqu'il entra dans la Résistance. Appartenant au corps de l'AS de Marignier, il participa à l'attaque d'un convoi allemand au pont de Vougy le 13 juin 1944. Rejoignant le Corps

franc à Samoëns, il participa à des opérations militaires, des ravitaillements entre la Suisse et le camp ainsi qu'à la libération de Cluses en août 1944. Ses obligations militaires le retiendront jusqu'au 18 mars 1946. Cité à l'ordre du régiment avec attribution de la Croix de guerre 1939-1945, il était titulaire de la carte du Combattant, de la Croix du Combattant volontaire, la Médaille militaire et du Titre de Reconnaissance de la Nation.

Décédé à 89 ans, Elie Perret refusa l'appel aux Chantiers de jeunesse et prit le maquis. Le 4 janvier 1944, arrêté par l'ennemi à la scierie de Blanzay, à Marnaz, surpris une arme à la main, il est emmené à Chamonix d'où il sera libéré onze jours plus tard : il n'aura pas parlé... Il participera à la libération de Cluses, Scionzier, Marnaz et Vougy le 18 août 1944, plus particulièrement à une embuscade à Hermy (commune de Marnaz) où un convoi allemand en provenance de l'école d'horlogerie de Cluses sera stoppé. Après la libération, il s'engagera au 7^e BCA sur le front des Alpes puis se retrouve dans les forces d'occupation en Italie jusqu'en 1946. Il était titulaire de la Médaille commémorative 1939-1945, de la Croix du combattant et de diplômes d'honneur.

Walter Amiante, décédé le 2 avril, était né en 1923 à Reims. Refusant de se soumettre à la tyrannie, il s'échappa des Chantiers de jeunesse pour rejoindre la Résistance savoyarde en Tarentaise puis en Haute-Savoie, où on le retrouve dans la «Patrouille blanche» lors de la libération de la vallée de l'Arve et du département. Cet homme de culture, musicien et mélomane, fut aussi un homme des valeurs humanistes que l'esprit de résistance ne quitta jamais. Il était titulaire du Titre de Reconnaissance de la Nation, commandeur des Palmes académiques et avait reçu d'autres distinctions.

L'ANACR de Haute-Savoie déplore aussi la disparition le 25 avril dernier de Lucien PEL, Président du Comité du Haut-Giffre et membre du Bureau départemental de l'ANACR, né le 20 février 1928 sur le Haut de Taninges, son hameau des Suets où il aura toujours vécu, dans cette vallée où, tout jeune, il participa sous bien des formes à l'action résistante avant de devenir un passionné de son histoire, celles d'Antoine SENNE, dans sa 88^e année, de Marius PELLISSON, décédé le 22 février 2012 dans sa 86^e année, d'André VERJUS, ancien de l'A.S. Saint-Gervais, qui participa à la libération de Passy et de Cluses le 18 août 1944, de Jean BOCHATAY, décédé en mars 2012, qui dès février 1943 prit le maquis pour échapper au STO et rejoignit la compagnie 93-18, participant aux combats de la Libération sur les hauteurs savoyardes de Belface, de Georges BUTTOD (alias «Grattier»), décédé le 3 avril et qui participa avec le groupe Jean-Collet à la libération de Passy le 18 août 1944 puis ensuite à celle de Cluses, d'Angel GOMEZ-SANCHEZ, ancien Républicain espagnol, lieutenant d'état-major ayant choisi le combat résistant et qui fut un rescapé des Glières, décédé le 31 mars à l'âge de 94 ans, de Raymond CHENEVAL-PALLUD, décédé le 5 avril dernier à l'âge de presque 92 ans, de Geneviève FELLOUSE née Woelfling, présidente des Anciens combattants de la Résistance 39-45 du canton de Bonneville, décédée le 10 mars 2012 dans sa 100^e année, de Mauricette BAUDOIN décédée le 25 novembre 2011, de Marie-Louise NEPLAZ, décédée dans sa 104^e année et qui constamment fut aux côtés de son mari Alexandre (capitaine Lenoir), de Denise MAGRETTI et Liliane DERUAZ, toutes deux «Amies de la Résistance», de Charly DONATI qui, n'ayant que 6 ans, avait été témoin

des exactions des forces de répression pétainiste contre les Résistants lors du combat de Foges le 22 février 1944, et qui, Ami de la Résistance, était devenu le président du Comité chablaisien de l'ANACR, de Raymond SERVOZ, décédé à 86 ans, ancien résistant de la Compagnie FTP 93/12 du Chablais, qui participa à la Libération d'Evian et assura au péril de sa vie avec l'aide de ses compagnons pêcheurs du Léman, le passage par le lac de plusieurs familles juives pourchassées ; il était titulaire de la carte du Combattant.

Yves de ROSMORDUC (Finistère)

Décédé le 3 janvier 2012 à 85 ans, Yves de Rosmorduc (« Ifflic ») s'était engagé dans la Résistance en 1943, à l'aube de ses 17 ans, et avait rejoint le maquis Sinder, à Trémeur dans le Trégor. Parmi les nombreuses actions armées auxquelles il participa, plus d'une dizaine de sabotages de la voie ferrée Paris-Brest, la protection de plusieurs parachutages et de transports d'armes et de munitions destinées à équiper les Résistants du secteur, ainsi que la prise du blockhaus du Grand Rocher, à Plestin-les-Grèves, dont les feux menaçaient de compromettre le ravitaillement en carburant et munitions de l'armée du général Patton en route vers Brest. Grâce aux efforts conjugués des Résistants et de la « task force » US dans le cadre des opérations « Author I » et « Author II », les Anglo-américains purent débarquer plus de 9.000 tonnes de carburant, munitions et boîtes de rations sur la « Lieue de Grève », les quatre kilomètres de plages entre Saint-Efflam et Saint-Michel-en-Grève, du 11 août au 18 septembre 1944, date de la libération de Brest. Après avoir combattu au sein du maquis Sinder, groupe « War Zao », intégré au bataillon Nord-Ouest des FTPF, Yves de Rosmorduc fut intégré à la compagnie FFI « Le Du » et prit une part active à la mise sur pied de la 1^{re} compagnie du bataillon « Georges Le Du » pour les derniers combats de la Libération. Il était titulaire de la Croix du Combattant au titre de la Résistance, des Médailles de Reconnaissance de la Nation, Commémorative de la guerre 39-45 avec barrette « Libération », des Combattants de moins de vingt ans, du diplôme d'honneur décerné aux combattants de l'Armée française.

L'ANACR du Finistère a déploré aussi la disparition de Marcel NOBLET, né en 1923 à la Roche-Bernard et qui, à 20 ans s'engagea avec son frère Paul dans la Résistance, participa à de nombreuses actions telles le combat de Saint-Marcel, et fut sur les fronts des Poches de Lorient et de Saint-Nazaire, ainsi que celle le 2 mai dernier de Louis LANURIEN né en mars 1919 à Ergué-Armel (actuel quartier de Quimper) et qui, entré dans la Résistance le 15 janvier 1944, rejoignit le maquis de Langolen le 25 juin suivant, participant les 7 et 8 août 1944 à la libération de Quimper, puis à celle de la presqu'île de Crozon. Créateur du premier comité ANACR de Quimper, il était détenteur de la « Carte de combattant 39/45 », de la « Médaille commémorative 39/45 » et de la « Médaille de Reconnaissance de la Nation ».

Henri ROSSIGNOL (Essonne)

Né Le 19 juillet 1924 à Paris, militant communiste, il rejoignit le 1^{er} janvier 1942 le Front National de Lutte pour l'Indépendance de la France, animé dans l'Est de Paris notamment par Henri Duvernois et Jean Chaumeil, et aidéra à l'édition et à la diffusion de la *Vie Ouvrière* clandestine. Dénoncés, Henri Duvernois et son épouse Eugénie passeront à la clandestinité, Henri et sa mère étant arrêtés - ainsi qu'une logeuse, Mme Biron - et internés à la maison d'arrêt de Corbeil du 16 juin au 25 juillet 1942. Ayant bénéficié d'un non-lieu, ils passeront à la clandestinité... Henri rejoindra les FTP de Paris-Est en janvier 1943 puis sera mis à la disposition du service technique central de la CGT clandestine. Muté le 1^{er} janvier 1944 aux FTP (11^e,

12^e, 18^e, 19^e et 20^e) sous la responsabilité du commandant Chagneau (« Beaudoin »), il est affecté le 11 août au bataillon Saint-Just sous les ordres du capitaine Vidal, et participe jusqu'au 25 août à la Libération de Paris (Place Gambetta, Saint-Fargeau, Charonne, Boulevard Mortier, rue de la Justice), devenant membre titulaire du Comité de Libération du 20^e arrondissement. Engagé à 20 ans à la caserne de Reuilly au 1^{er} Régiment de Paris, il sera démobilisé le 31 janvier 1946. Henri ROSSIGNOL était titulaire de la Croix de Combattant Volontaire de la Résistance.

Aimé PENAUD, Jacques FEILLOU (Gironde)

Disparu fin mars 2012, Aimé Penaud fit partie de ces jeunes résistants qui prirent les armes. Le 15 février 1944, Aimé Penaud se trouvait dans les Landes au sein d'une formation F.T.P.F. De là, rejoignant Libourne, il contacta le sous-réseau FFL « Navarre », rattaché au réseau Praxitèle, spécialisé dans le renseignement et la réception de parachutages. Il retrouva par la suite en Dordogne dans les maquis de la Double le 4^e bataillon F.T.P.F. qui mit en route le 11 juin, une puissante opération destinée à couper les communications ferroviaires de l'ennemi à Mussidan. Après une heure de combat, les F.T.P. qui perdirent 9 tués, restaient maître du terrain ; la Libération était proche et l'ennemi, hargneux, allait s'en prendre à la population de Mussidan, y désignant cinquante otages. Le 27 juillet 1944, le 4^e bataillon F.T.P. se trouvait engagé à Saint-Germain-du-Salembre, toujours en Dordogne, et perdait 28 hommes. Le 6 août, le cantonnement du bataillon était attaqué à Saint-Etienne-du-Puycorbier, le combat de toute une journée causant de lourdes pertes chez l'ennemi et faisant deux tués chez les F.T.P. La Libération venue, le 4^e bataillon fut scindé en deux : le 4^e et le 14^e. Aimé Penaud passant au second. Avec cette unité FTP, il participa à la libération de Ribérac, la Roche-Chalais, Saint-Aulaye, Coutras et Libourne où son unité, intégrée à la brigade Demomy, participera au siège de La Rochelle. Durant ce siège, il changera de corps, intégrant le 26^e R.I. du colonel Mingasson.

Dés 1940, âgé de 15 ans, Jacques FEILLOU retrouve son ami Pierre Pascarel au sein de l'Alliance de la Jeunesse Française, sous-groupe, on l'apprendra plus tard, de la Confrérie Notre-Dame (CND) du colonel Rémy. Avec l'aide de sa sœur, il recueille des informations sur les dépôts d'armes, les garages et ateliers travaillant pour les Allemands, le port de Bordeaux... Tout cela, assez souvent, sous le couvert de mots d'excuse scolaires avec la signature maternelle, falsifiée tout d'abord, puis couvrant de son accord. Le groupe étant démantelé en 1942, il poursuit des actions individuelles ou familiales : affichages sauvages, graffitis... Le 6 juin 1944, il rejoint le groupe franc « Marc », puis le groupe « Austin-Comte » de l'A.S. En décembre 1944, il s'engage dans les « Commandos de France ». Il était titulaire des Croix de guerre 39-45 et de C. V. R.

Lucien PRIEUR, Albert ROBIN Christian D'OZENAY, Fernand BUCCHANIERI, Georges BURATTI (Saône-et-Loire)

Né en 1929 et décédé en avril 2012 dans le Var, Lucien Prieur (« Pierrot ») était un ancien résistant FTPF de Saône-et-Loire issu d'une famille de mineurs. Recruté comme agent de liaison par son ancien insituteur, Paul Dessolin (« Pietro »), responsable du Front National du bassin-minier, il gagne au lendemain du Débarquement Uchon avec des volontaires de son quartier du Bois-Roulot et est incorporé dans le « groupe Joseph » (du maréchal-ferrant Léon Rondot). Après la bataille d'Uchon (15-16 juin 1944), il revient à Montceau-les-Mines où, avec son frère aîné Robert (« Pinpin »), il rejoint le groupe FTP dirigé par Louis Fort (écluseur à Blanzay) installé dans la forêt du Plessis puis près du village de Marigny. Il participe à des

sabotages, et est présent le 22 juillet 1944, lorsqu'un détachement est surpris à un barrage allemand au passage à niveau de Lucy (Montceau) : Marcel Milly est tué et Pierrot Fort arrêté puis (toruré, il sera fusillé au Bois de Marloux, le 19 août 1944). Lucien Prieur et son frère réussissent à s'échapper, rejoignent les maquis de Colongne-en-Charollais et sont intégrés dans la garde du colonel Ledon, au château de la Valette, puis à celui de la Rochette. Lucien Prieur a participé aux batailles de Saint-Micaud, Cluny et aux combats de la Libération. Engagé pour la durée de la guerre, il restera dans l'armée, d'abord en Indochine, et poursuivra sa carrière dans la Marine.

Albert Robin, décédé fin 2011, était né à Tournus en octobre 1922. Pour éviter le STO, il rejoignit avec son frère Edmond le maquis de Chardonnay et participa à des sabotages de voies ferrées. Edmond, pris dans une rafle à Plottes, sera assassiné à 19 ans par les nazis dans le bois de Trémont le 31 mai 1944. Albert était titulaire des Croix de C.V.R., du Combattant 1939/1945, du T.R.N.

Disparu le 5 mars dans sa 92^e année, Christian D'Ozenay, déjà licencié en droit et poursuivant ses études, est appelé en novembre 1942 au STO et décide de rejoindre la Résistance. Entré dans un groupe franc, il participe à des réceptions de parachutages d'armes et de munitions, à des sabotages sur la voie ferrée Pau-Saragosse, ligne stratégique pour l'occupant car elle sert à transporter le minerai de Wolfram, interdit par les alliés en juillet 1943, à un déraillement sur cette même ligne en juin 1944 et, le 14 juillet 1944, à la destruction partielle du pont franchissant l'Esco, ce qui arrêtera temporairement le trafic ferroviaire. Christian D'Ozenay prendra part à la libération de la région de Pau. Il était titulaire de la Croix du Combattant 1939/1945, du TRN, du Diplôme d'Honneur des Anciens Combattants.

Éteint à 98 ans, Fernand Bucchanieri avait rejoint le Réseau du « Colonel Rémy ». Arrêté, torturé, il fut déporté à Buchenwald. A la Libération, très éprouvé, il reprendra une activité professionnelle dans le journalisme sportif. Tombé sous le charme de Solutré lors d'un reportage, il s'y installera et en deviendra le maire de 1971 à 1989. Commandeur de la Légion d'honneur au titre de la Résistance et de la Déportation, il était titulaire la Croix de Guerre avec palmes, de la Médaille de la Résistance...

Disparu fin février, Georges Buratti, alors âgé de 10 ans, était arrivé avec ses parents à Cruzille en 1943, en provenance de Lyon. Son père, Charles, actif résistant pourchassé par les Allemands, rejoignit le maquis de Cruzille.

Henriette DEFRANCE (Nord)

Entrée à 17 ans dans la Résistance en tant qu'agent de liaison, Henriette Hennebaut avait suivi la voie ouverte par ses parents, maraîchers à Fâches-Thumesnil qui n'avaient pas hésité à lutter contre l'idéologie nazie et à s'engager contre l'occupation allemande, contre la collaboration. Leur maison était une planque pour les résistants pourchassés ; c'est ainsi qu'elle rencontrera celui qui deviendra son mari, qu'Henriette a rencontré Michel Defrance. Militante de l'Union des Femmes Françaises tant sur le plan local - elle fut présidente du Comité de Lille durant de nombreuses années - que sur le plan départemental, son engagement politique l'a conduit à être élue au Conseil Municipal de Lille dès 1959 et réélue en 1965 puis en 1977. Institutrice de profession, elle devint directrice. Elle était titulaire des Croix du Combattant Volontaire de la Résistance, du Combattant, et Chevalier de l'Ordre des Palmes académiques.

L'ANACR du Nord déplore aussi la disparition d'Henriette LÉVÊQUE, « Amie de la Résistance ».

Je recherche des informations sur un résistant FTPF, Paul BOUY, alias «commandant Jacques Derval», frère de mon grand-père. Il était commissaire aux effectifs en région R2, avec pour commissaire aux opérations Gaston Beau alias «Callas». J'ai beaucoup de difficultés à trouver des informations sur lui. Qui pourrait me renseigner ou m'orienter vers la structure la plus adaptée pour le faire. Merci

Contacteur Pauline BOUY
Email : pauline_2601@hotmail.com

Charles LE GUILLOU, 24 ans, maquisard, a été tué à Lanvollon (22) le 7 août 1944 au cours d'un combat qui s'opposait à la pénétration d'une colonne motorisée allemande dans la commune. A quel maquis appartenait Charles le Guillou ? Qui commandait ce groupe de maquisards ?

Contacteur Félix LE FEVRE,
9 allée des Tamaris,
29900 CONCARNEAU.
Tél : 02 98 60 55 82
E-mail : felixlefevre@orange.fr

Fernand Marius CERLES, né le 6 août 1896 à Cransac (12), habitait rue des Emouleuses à Créteil (Seine, puis 94) et est décédé le 28 octobre 1973 à Bonneuil-sur-Marne (94), il travaillait comme peintre en voitures à la ville de Paris.

Il a servi dans les rangs des FTPF en qualité de responsable de l B 12 (diplôme décerné le 4 juin 1948 et signé Charles Tillon). Son pseudonyme était - sauf erreur - «Lambert». A ma connaissance il se trouvait dans les catacombes Place Denfert-Rochereau à Paris... Qui pourrait me donner des renseignements, notamment sur l'«l B 12» ?

Contacteur Pierre CERLES
Le Coustias, 26230-CHAMARET
Tel : 04 75 46 04 10
E-mail : thircer@orange.fr

Je cherche des renseignements sur un Résistant de Lyon que ma mère a connu en 1944, du nom de Jean LAURENT, né en 1923. Son nom en Résistance était «capitaine Loiseau» (je ne suis pas sûre de l'orthographe...)

Qui pourrait me donner ces informations ?
Contacteur Elisabeth ROCHE
E-mail : elisroche@yahoo.fr

Je cherche des renseignements sur mon oncle, François DANJAU CAZAVAN, né le 22 novembre 1923 dans Villegly (Aude). Il a appartenu à la Résistance. Comment chercher où il a été ? Il travaillait dans la zone de Marseille. Y a-t-il une liste de combattants ?

Contacteur Carmen GARMENDIA
c/Prim, 51 - 3° Dcha.
20006- SAN SEBASTIAN (Espana)
Port : 00 34 64 91 18 069
E-mail : cgaro31@hotmail.com

Plus jeune fils de Gilbert BELVEZE (soldat Pernod), décédé en 1986 alors que j'allais avoir 20 ans. Il n'était pas très bavard. Qui pourrait m'en dire un peu plus au sujet de mon père et du maquis où il était ?

Contacteur Philippe BELVEZE
rue des Palmiers
31240- L'UNION
Port : 06 99 10 75 05
E-mail : stardust12@hotmail.fr

Mon grand-père René LECADET a été Résistant en Corrèze, dans le maquis FTP de Saint-Setiers puis au sein des FFI. Est-il possible de retracer son parcours de Résistant ?

Contacteur Maxence LECADET
38100-GRENOBLE
E-mail : maxence.lecadet@laposte.net

Je suis à la recherche d'informations sur ma mère Andrée Louise Alexandrine BOZIERE SANTONI (Santoni était son premier nom de mariage) qui participa à la Résistance durant l'occupation nazie de Paris. Je ne sais que peu de choses d'elle car elle décédée à 44 ans lorsque je n'en avais que 14. Elle a distribué de la propagande à Paris, son contact était un homme qui avait un hôtel, qui a été arrêté ; l'arrestation de ma mère par la Gestapo.

Je sais qu'elle passa 6 mois en prison dans une cellule d'isolement puis 4 ans en camp de concentration Elle a été libérée d'un camp près de Kassel. Quand, après la Libération, elle a rencontré mon père qu'elle a épousé - Veale Moriarty, officier américain basé au magasin Dufayel, près du Sacré-Cœur -, elle se faisait appeler «Liliane».

Contacteur Marilyn MORIARTY
8151 Faculty Avenue, Apt. C
24020 -ROANOKE (USA)
E-mail : mmoriarty@hollins.edu

Je recherche des informations sur mon oncle, Stanislas MAGIERA, né le 11 septembre 1913 en Pologne, résident en 1944 à Blayes-les-Mines (Tarn) Résistant dans le sud de la France (Carmaux, Tarn-Aveyron), peut-être dans la 4214^e ou 4215^e Cie FTP-M.O.I. polonaise, peut-être le maquis Stalingrad ? Affecté aux FFI, il participa à la libération de Carmaux, d'Albi... Deux autres de mes oncles ont été à la 4214^e Cie FTP-M.O.I., dépendante de la 35^e brigade Langer, Antoine ZAPORA, né le 13 juin 1913, et Jean PRZYBYLSKI, né le 21 avril 1921, eux aussi nés en Pologne et mineurs de fond, ils ont participé aux libérations de Carmaux, Albi, Cagnac, au combat de Jouqueviel (6 août 1944), certains seront affectés aux milice patriotiques.

Qui peut me donner des renseignements sur eux et les événements auxquels ils ont participé ?

Contacteur Jean-Pierre PRZYBYLSKI
3 rue Gabriel-Compayre, 81000-ALBI
E-mail : przybylski.jean-pierre@orange.fr

Les archives de la Gestapo parisienne sont-elles consultables ? Je suis en effet à la recherche d'informations sur ma grand-tante arrêtée à Paris en 1944 par la Gestapo... Merci pour toute aide.

Contacteur Céline MULLER
3 rue des 3 baisers, appt. 9
80080 -AMIENS
E-mail : Mitho.celine@hotmail.fr

En mai 1943, mon père, Willem (Wim) NAEIJE ou NAEYE, selon les graphies, né le 25 novembre 1916 à Axel, a quitté les Pays-Bas avec le désir de rejoindre l'Angleterre. Il fut arrêté avec son frère dans le sud de la France et emprisonné à Biarritz, puis à la Citadelle de Bayonne, au fort du Hâ à Bordeaux et enfin à Cap-Ferrat, près de cette ville.

C'est de là qu'il pût s'échapper et entrer en contact avec «frère Rufus» (Alphonse Tourné) qui, au monastère de la Rue l'Hommond, cachait des aviateurs alliés ; il y resta du 7 février au 1^{er} mars 1944. Mon père fut arrêté lors d'une mission de ravitaillement chez des fermiers qui apportaient leur aide aux clandestins.

Rufus ayant été lui aussi arrêté, mon père - qui durant la guerre utilisa les noms de «Jan van Rijn», né le 15 août 1921 à Hertogenbosch, et de «Gabe Hofstra», né à Udingeradeel - fut interné dans divers lieux d'incarcération, la Pépinière, les Tourelles à Paris, Saint-Cloud près de Paris, où il retrouva d'autres Hollandais, des étudiants tels deux frères capturés alors qu'ils cherchaient à passer en Angleterre...

Courant avril, envoyé travailler sur les voies ferrées, il profita d'un raid aérien pour s'échapper vers Rouen en compagnie d'un Hollandais, Jan (Johan) Waasdorp (de son vrai nom Max Bonn), et des deux frères.

Lors d'une rafle menée par les Allemands, mon père fut à nouveau arrêté et incarcéré à la Prison Bonne-Nouvelle, d'où il put s'échapper et gagner une ferme de Douains, à l'ouest de Paris. Quant aux deux frères, ils ont été capturés à nouveau, peut-être déportés...

Qui pourrait me donner des renseignements complémentaires ?

Contacteur Jan W. NAEIJÉ
Manhille 34,
3273 XH WESTMAAS - PAYS-BAS
E-mail : jnaeije@gmail.com

Je suis à la recherche de témoignages et de photos sur le maquis de Beassac (Vallouise, Hautes-alpes). Qui pourrait m'aider ?

Contacteur Serge BAZIN
E-mail : serge.bazin@orange.fr

Ayant entrepris des recherches sur mon défunt grand-père, Georges Fricquegnon («Collin»), Médaille de la Résistance, j'ai pu obtenir copie du «Mémoire de Proposition pour la Médaille de la Résistance» le concernant, et qui retrace son parcours Résistant en zone sud - notamment en Lozère - où il se «spécialisera» dans l'organisation de structures et réseaux venant en aide aux évadés et aux Juifs pourchassés. En revanche, le «Bureau Résistance» des archives du Ministère de la Défense m'indique qu'ils n'ont pas de dossier sur lui, étant donné qu'il n'a pas sollicité à la Libération la validation de ses services sous l'Occupation.

Ne sachant plus vers quelle autorité et source d'informations me tourner pour préciser le parcours de mon grand-père. Qui pourrait m'orienter dans mes recherches ?

Contacteur Véronique DUPONT
E-Mail : ponvero@yahoo.fr

Petite-fille de Henri Ducrot, ancien résistant et membre actif de l'Anacr à Franconville, je n'ai malheureusement pas recueilli de son vivant beaucoup d'informations sur ses activités. Y a-t'il en archive des écrits, des témoignages de sa part, des documents qui me permettraient d'en savoir un peu plus ?

Contacteur Virginie DUCROT
14 résid. Les Nouveaux horizons
78990-ELANCOURT
Tel : 09 54 14 30 31
E-mail : virginie.ducrot@free.fr

CHEMINS DE LA MEMOIRE... DORDOGNE

«Connaissance de la Résistance par la visite de lieux symboliques».

Réalisé sous l'impulsion de Jean-Paul Bedoin, avec le soutien de l'ANACR, du Centre départemental de la Mémoire Résistance et Déportation de Dordogne et du Conseil général de Dordogne, ce volume I des «Chemins de la mémoire», avec une introduction de Roger Ranoux («Hercule»), présente en près de 130 étapes réparties en 8 itinéraires - à travers le Mussidanais, le Terrassonais, Terrasson, le Montignacois, Rouffignac-Saint-Cernain de Reilhac, de périgueux à Thiviers, Causses et Rivière-en-Périgord, Belvès - la Résistance de Dordogne, dans sa diversité de formes d'organisation et combat : diffusion de journaux et tracts clandestins, filières d'évasion et lieux de refuge des pros-crits, collecte de renseignement sur les mouvements de l'ennemi, sabotages, affrontements avec les forces d'occupation et de répression de l'adversaire (armée allemande, milice, police, GMR...). Sont, à travers les lieux de mémoire parcourus, retracées la Résistance des «légaux», mais aussi celle des clandestins et combattants urbains, celle des maquisards qui furent particulièrement nombreux dans le département (F.T.P., A.S....), celle des partis et syndicats clandestins, des réseaux...

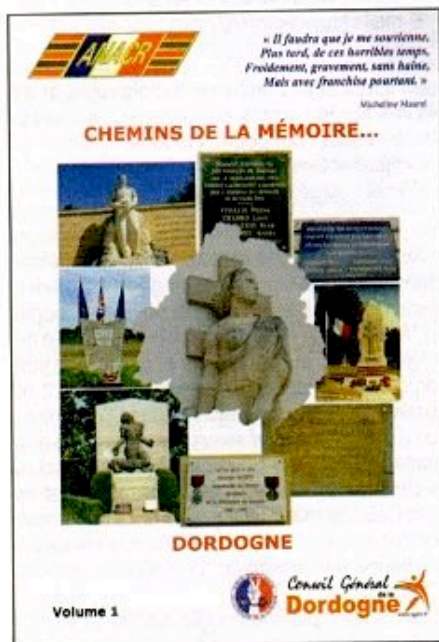
Ainsi emprunter ces parcours conduit le visiteur aux camps de maquis, avec leur école des cadres, aux sites de combats et de massacres, et aux 85 villages incendiés en tout ou partie, car la Dordogne fut un département martyrisé.

Du fait des persécutions raciales de représailles contre les populations à la suite d'une action de la résistance ou par volonté de les terroriser, les victimes civiles de la répression nazie et pétainiste furent dans le département particulièrement nombreuses : 2602 d'entre eux fusillés, massacrés, tués au combat ou morts dans les camps nazis, reprennent vie grâce à ces «Chemins de la mémoire», dans la diversité de leurs parcours singuliers (Français de souche, immigrés, citadins, ruraux, ouvriers, paysans, instituteurs, fonctionnaires, gendarmes, curés, élus, notables...), et le plus souvent retrouvent un visage ; car l'un des grands mérites de cet ouvrage est de non seulement montrer des lieux, des monuments et des plaques, de retracer des événements mais aussi qui furent celles et ceux qui en furent les acteurs, les héros et trop souvent hélas les victimes.

Il convient de garder leurs noms dans la mémoire collective, de les montrer en exemple aux générations présentes et futures. C'est là un devoir d'hommage mais aussi un besoin à l'heure où se multiplient les discours xénophobes, racistes, sécuritaires, accompagnés de menaces sur les libertés. Le Président du parti d'extrême-droite, dont l'audience électorale est proche de 20%, évoqua la «douceur» de l'Occupation en France ! Ces Chemins de la mémoire montrent ce que fut en fait la réalité de la barbarie du fascisme dans notre pays, qu'il soit étranger, celui de l'occupant, ou «français», celui du régime pétainiste, qui en fut l'actif complice, en mettant à son service ses forces de police et de répression (GMR ; Milice...).

A l'heure où les derniers témoins de l'époque de l'Occupation et acteurs de la Résistance disparaissent peu à peu, ce livre était nécessaire pour «passer la mémoire».

«Chemins de la mémoire en Dordogne», 200 pages. Prix : 25 € (+ 5 € de frais d'envoi)
Commandes auprès de : Marie-Claire GERMANAUD
17, impasse de Vesone - 24000 PÉRIGUEUX



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PROGRAMME
DU
CONSEIL NATIONAL
DE LA
RÉSISTANCE
(C. N. R.)

L'exemplaire : 5€
Par 30 : 4,50€ l'exemplaire
Par 50 : 4€ l'exemplaire
Par 100 : 3€ l'exemplaire

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE,
DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères
pour aborder la Résistance

Association Nationale des Anciens
Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Louis CORTOT

REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS
e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS	
France	13 €
Etranger	15 €
Abonnement de soutien	25 €
Le numéro	3,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
Le gérant : Jean-Paul RIFFAULT
Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0313 A 06405

Imprimerie Multi Incoorpo Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n^{os} par an, 13 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 13 €
à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS